
LA PAUVRETÉ À CHICOUTIMI ET À JONQUIÈRE:

CE QU'ON EN DIT, CE QU'ON EN FAIT

**PROJET DE LUTTE À L'APPAUVRISSMENT DANS LES
QUARTIERS DÉFAVORISÉS DE CHICOUTIMI ET JONQUIÈRE**

PHASE I: PROFIL DE LA SITUATION

RAPPORT FINAL

**PAR: MIRIAM ALONSO; CLAUDE GIRARD; FRANÇOIS LAVOIE
DENIS MARTEL; MARIELLE TREMBLAY ET PIERRE-ANDRÉ TREMBLAY**

JANVIER 1999

COLLECTIF IDÉES-UQAC

LA PAUVRETÉ À CHICOUTIMI ET À JONQUIÈRE:

CE QU'ON EN DIT, CE QU'ON EN FAIT

**PROJET DE LUTTE À L'APPAUVRISSEMENT DANS LES
QUARTIERS DÉFAVORISÉS DE CHICOUTIMI ET JONQUIÈRE**

PHASE I: PROFIL DE LA SITUATION

RAPPORT FINAL

**PAR: MIRIAM ALONSO; CLAUDE GIRARD; FRANÇOIS LAVOIE
DENIS MARTEL; MARIELLE TREMBLAY ET PIERRE-ANDRÉ TREMBLAY**

JANVIER 1999

COLLECTIF IDÉES-UQAC

Projet lutte à l'appauvrissement
Agglomération urbaine de Chicoutimi et de Jonquière
Phase 1: Profil de la situation
Rapport
(1999)

Recherche et rédaction:

Denis Martel*, professeur, UQAC;
Marielle Tremblay*, professeure, UQAC;
Pierre-André Tremblay*, professeur, UQAC;
Miriam Alonso, agent de recherche
Claude Girard*, agent de recherche
François Lavoie, agent de recherche

Verbatim des groupes de discussion:
Catherine Ferland

*Membres du Collectif d'intervention en développement économique et social (Collectif IDÉES-UQAC)

L'équipe de recherche tient à remercier les personnes qui ont participé à cette recherche et les groupes suivants pour leur participation et leur contribution financière:



Human Resources
Development Canada

Développement des
ressources humaines Canada



Université du Québec à Chicoutimi



Gouvernement du Québec
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité
Emploi-Québec
Centre local d'emploi de Chicoutimi



Développement
économique Canada
pour les régions du Québec

Canada Economic
Development
for Quebec Regions



Société de
développement
de Jonquière inc.



SOCIÉTÉ DE PROMOTION
ÉCONOMIQUE DE
CHICOUTIMI

Les propos contenus dans ce document n'engagent que les auteurs.
Reproduction en tout ou en partie permise à condition de citer la source.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	5
RÉSUMÉ	7
INTRODUCTION	9
Chapitre 1- DÉFINITION DES CONCEPTS ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE	
1. Origine de la démarche et définition des concepts	13
1-L'origine et le pourquoi de la démarche	13
1.1.2 L'objet de l'analyse: la pauvreté	15
1.2 Méthodologie utilisée	17
1.2.1 Le concept de pauvreté vu par le milieu	17
1.2.2 Recours à la technique des groupes de discussion	25
Chapitre 2- LA PAUVRETÉ DANS L'AGGLOMÉRATION	
2.1 La pauvreté au Québec et au Canada	31
2.2 Le portrait de la pauvreté dans l'agglomération	35
2.2.1 La population	36
2.2.2 Emploi et formation	38
2.2.3 Le revenu	40
2.2.4 Les femmes et les jeunes	42
2.2.5 En résumé: les tendances	45
Chapitre 3- LA RÉPONSE DU MILIEU ORGANISÉ FACE À LA PAUVRETÉ	
3.1. Définition de la pauvreté et personnes touchées	48
3.1.1 Organisations communautaires à caractère social	48
3.1.2 Organisations communautaires à caractère économique	50
3.1.3 Organismes publics, parapublics et privés	52
3.1.4 Groupe mixte	54
3.1.5 Points communs	56

3.2 Les solutions	57
3.2.1 Organismes communautaires à caractère social	57
3.2.2 Organismes communautaires à caractère économique	59
3.2.3 Organismes publics, parapublics et privés	60
3.2.4 Groupe mixte	62
3.2.5 Points communs	65
 Chapitre 4- PLAN D'ACTION	 67
 4.1 Cadre de plan d'action	 68
4.1.1 L'approche palliative	69
4.1.2 Deux approches de développement plus efficaces	70
 4.2 Plan d'action	 73
4.2.1 Tenir compte des structures existantes	74
4.2.2 La démarche proposée	76
 4.3 Recommandations	 78
 CONCLUSION	 81
 BIBLIOGRAPHIE	 83
 Annexe 1: ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS	
 Abréviations et sigles	 89
 Définitions	 89

LISTE DES TABLEAUX

FIGURE 1.1 CARTE DES QUARTIERS PLUS DÉFAVORISÉS ET NÉCESSITANT UNE INTERVENTION	18
TABLEAU 2.1	32
SEUILS DE FAIBLE REVENU DE STATISTIQUE CANADA	32
TABLEAU 2.2 CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION	37
TABLEAU 2.3 EMPLOI ET FORMATION	39
TABLEAU 2.4 REVENU	41
TABLEAU 2.5 EMPLOI DES FEMMES ET DES JEUNES	43
TABLEAU 2.6 REVENU DES FEMMES ET DES JEUNES	44



RÉSUMÉ

Le présent texte a été produit dans le cadre d'un projet de recherche et d'intervention visant à contrer la pauvreté dans les quartiers centraux des villes de Chicoutimi et de Jonquière. Il s'agit du rapport de la première phase d'un projet plus vaste visant à trouver des solutions durables au problème de l'appauvrissement dans l'agglomération urbaine de Chicoutimi-Jonquière. Il a été réalisé par une équipe de recherche de l'Université du Québec à Chicoutimi à la demande d'un comité regroupant des représentants d'Emploi-Québec, de Développement économique Canada, de la Société de développement de Jonquière et de la Société de promotion économique de Chicoutimi. Cette première étape vise deux objectifs. Premièrement, dresser un portrait statistique sommaire de la pauvreté dans l'agglomération et réaliser un diagnostic socio-organisationnel des groupes et personnes oeuvrant à contrer la pauvreté à l'échelle de certains quartiers plus défavorisés. En second lieu, cette phase consiste également à proposer un cadre d'action susceptible d'harmoniser les stratégies de développement et d'accroître l'efficacité des interventions.

Notre étude montre, en effet, que les actions pourtant nombreuses visant à contrer la pauvreté dans l'agglomération manquent de perspective. À notre avis, les causes de cet état de fait sont principalement attribuables à l'absence d'une définition commune de la pauvreté et à un manque de concertation orientée vers une stratégie d'ensemble. Si les actions de développement peuvent prendre une couleur locale selon les villes, les groupes ou les quartiers, il est nécessaire de définir un cadre stratégique d'interventions. En utilisant efficacement la concertation, nous proposons une démarche susceptible de déboucher sur une stratégie commune de développement pour chacune des municipalités concernées et un cadre permanent d'évaluation des actions.

Après une introduction où nous situons les limites des initiatives de développement, nous revenons sur l'origine de la présente étude dans le chapitre 1 et sur les concepts utilisés dans le rapport. La pauvreté n'est pas un concept facile à définir. Par la suite, nous exposons notre méthodologie et faisons part du travail et de la démarche de réflexion tout au long du projet. Le second chapitre concerne les aspects descriptifs et statistiques de la pauvreté dans l'agglomération. À partir de données du recensement de 1996, nous traçons un

portrait de la pauvreté par quartiers après avoir jeté un coup d'œil sur le niveau de pauvreté au Québec et au Canada. Le troisième chapitre résume la réponse du milieu organisé face à la pauvreté étudiée à partir de quatre *focus groups*. La définition de la pauvreté, les groupes touchés et les solutions envisagées pour contrer le phénomène sont les thèmes abordés. Enfin, le chapitre 4 propose un cadre d'action et des recommandations pouvant être mis en œuvre dès 1999.

INTRODUCTION

Il n'est pas nécessaire d'élaborer longuement sur l'importance qu'a prise toute la question du développement local et de la lutte à la pauvreté depuis quelques années. Que ce soit en Amérique du nord ou en Europe, les mutations du système de production fordiste, la réduction de la couverture sociale qui lui était étroitement liée et l'évolution de la société ont engendré une dualisation de la société et une nette augmentation de la pauvreté. La mise en oeuvre d'une politique économique et sociale de type néolibérale associée à une libéralisation accrue de l'économie et à la mondialisation des marchés ont marqué les rapports sociaux dans tous les pays occidentaux. Il ne s'agit pas, ici, de discuter du bien-fondé ou non de ces mutations mais de souligner qu'elles affectent tout autant le Québec et le Saguenay-Lac-St-Jean que les autres régions développées. Il est à noter que l'une des principales solutions aux problèmes induits par ce qu'on appelle la mondialisation a été de renforcer le développement local et la prise en charge des collectivités par elles-mêmes quels que soient les pays. Notre démarche à l'endroit des populations plus défavorisées s'inscrit donc à l'intérieur de cette tendance où on tente de pallier ou d'adapter les sociétés à une dualisation et une libéralisation accrue de l'économie. Pour y arriver, on transfère un certain nombre d'outils de développement et de bien-être de l'État régulateur vers les collectivités locales et les personnes.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la politique de soutien au développement local et régional lancée l'an dernier par le gouvernement du Québec. On remarquera qu'il s'agit d'une politique de *soutien au développement* et non pas d'une politique de *développement*. La nuance, importante, montre comment l'État entend soutenir moins directement les régions comme les individus ayant plus de difficultés à tirer leur épingle du jeu économique comme c'était le cas depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale avec le keynésianisme. Ce changement du rôle de l'État correspond à un plus grand recours aux lois du marché non seulement dans la gestion de l'économie mais bien dans la gestion de la société dans l'ensemble. Le nouveau paradigme pour l'État consiste donc à faire en sorte que les régions, collectivités et individus soient davantage responsables de leur réussite.

Le gouvernement fédéral n'est pas en reste avec ce type de stratégie. Comme à Québec, le Programme Emploi et croissance, lancé par le ministre Paul Martin en 1994 (Finances Canada, 1994), et les réformes successives de l'assurance-chômage depuis 1989, en perdant son caractère redistributif (Lamarche, 1998), montrent comment Ottawa est engagé dans une politique de soutien des initiatives individuelles. En particulier, le gouvernement central mise sur la haute technologie et l'investissement dans les ressources humaines pour attirer les investissements privés. Il s'agit pour les collectivités et les individus d'offrir les meilleures conditions d'investissement possibles, sans garantie de résultat bien entendu, et le rôle de l'État consiste à les aider à être plus compétitifs. C'est l'essence même de la transformation de l'assurance-*chômage* et assurance-*emploi*. C'est n'est plus le chômage qu'on indemnise selon la technique de l'assurance sociale mais bien l'emploi qu'on tente de garantir à l'aide du régime. Total renversement de perspective.

L'impact de cette responsabilisation accrue des régions et des individus au Québec a été analysé par l'économiste Pierre-Paul Proulx. Bien que son étude porte sur l'avenir du Québec au sein du Canada, Proulx montre comment les régions sont devenues le principal lieu où l'État peut encore intervenir. Dans la mesure où l'État a abandonné sa souveraineté sur les politiques monétaires budgétaires et tarifaires dans le cadre de la mondialisation de l'économie et de la libéralisation des échanges, une politique de développement économique doit «reconnaître l'importance incontournable des régions du Québec et développer leurs complémentarités.» (Proulx, 1995:62) L'économiste estime que les pressions visant à harmoniser les politiques sociales et économiques découlant tant de l'intégration informelle de l'économie que de l'ALÉNA ou de l'OMC sont si considérables qu'elles forcent les États à revoir leurs actions. Et les seules initiatives que les pays peuvent encore contrôler doivent, selon Proulx, reposer sur les forces des régions et les synergies internes. Le modèle proposé pour le Québec et qui pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'échelle canadienne «suppose aussi des politiques et des programmes visant à favoriser la spécialisation des régions québécoises et l'émergence de masses critiques nécessaires à leur développement.» En fait, la question pour Pierre-Paul Proulx est de savoir qui sera le maître d'oeuvre de ce développement. Mais que ce soit Québec ou Ottawa, il est évident que les mêmes tendances et les mêmes politiques de soutien

du marché et de développement d'un avantage comparatif sont à l'oeuvre en ce moment et qu'elles ont pour cadre les régions.

Dans ce contexte de redéfinition du rôle de l'État et de régionalisation de l'économie, la lutte à la pauvreté prend une toute autre dimension. Le fait de réduire l'aide directe aux régions a certainement un effet sur le niveau de vie. Cela est d'autant vrai dans une région aux prises avec un taux de chômage et de pauvreté élevé comme c'est malheureusement le cas dans l'agglomération urbaine de Chicoutimi et de Jonquière. Mais cette reformulation des politiques offre peut-être également une opportunité de développement. Bien sûr, lorsqu'il s'agit des *pauvres*, on pense tout de suite à l'économie sociale comme mesure de rechange à la réduction des services offerts directement par l'État et à la diminution des transferts. Mais une stratégie de lutte à la pauvreté plus englobante et orientée vers une véritable création de richesse pour tous et pour toutes est beaucoup plus souhaitable.

La présente recherche s'inscrit à l'intérieur de ce nouveau paradigme. Elle vise à évaluer dans quelle mesure et à quelles conditions la création d'actions structurées de développement économique dans l'espace communautaire est possible dans l'agglomération urbaine de Chicoutimi et de Jonquière. En effet, on trouve dans ces deux municipalités des quartiers où le taux de pauvreté est assez élevé alors que le nombre de sans-emploi dépasse largement la moyenne du Québec. Par ailleurs, le revenu moyen et le niveau de scolarité, signes d'une économie assez vigoureuse, rejoignent la moyenne québécoise. Nous sommes ainsi visiblement en présence à l'intérieur de l'agglomération d'une société coupée en deux comptant un groupe d'exclus de la croissance. Si la pauvreté est récurrente depuis toujours, la nouveauté consiste dans la façon d'y faire face. Le développement passant par l'intégration de ces personnes, il est nécessaire désormais de savoir quels groupes, instances ou personnes travaillent à cette intégration et de proposer des moyens permettant d'en améliorer l'efficacité et la cohésion, le cas échéant.

Dans une première phase de ce projet de recherche et d'intervention, dont le présent rapport entend rendre compte, nous avons d'abord voulu savoir ce qui se fait en termes de développement social et de développement économique communautaire dans l'agglomération. Le premier chapitre traite des concepts et de la méthodologie que nous avons utilisés pour arriver à nos conclusions. Nous

avons également cru bon dans un second chapitre de tracer un portrait socio-économique sommaire des quartiers plus défavorisés de l'agglomération. Le troisième chapitre de ce document rend compte des quatre *focus groups* que nous avons tenus. Enfin, le quatrième chapitre propose un cadre d'action pour la poursuite du projet.

Dans la seconde phase du projet, nous comptons poursuivre cette démarche d'investigation mais de manière plus active. Nous proposons de soutenir le milieu dans la formulation d'actions concrètes de lutte à la pauvreté et dans la réalisation de projets. Au terme de ce travail, nous devrions être en mesure de mieux comprendre la dynamique de la pauvreté sur le territoire de Chicoutimi et de Jonquière et d'identifier les expériences de développement les plus prometteuses notamment celles liées à l'économie sociale et à l'entrepreneuriat collectif. Nous espérons surtout mobiliser les intervenants-clés du développement non pas dans le cadre d'une stratégie défensive et palliative face à la pauvreté mais créatrice de véritable richesse et d'avenir.

Chapitre 1- DÉFINITION DES CONCEPTS ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

1. Origine de la démarche et définition des concepts

1-L'origine et le pourquoi de la démarche

Selon une étude réalisée à partir des données du recensement de 1991 (Perron et al., 1995), il existe dans la région métropolitaine de recensement de Chicoutimi-Jonquière-La Baie (RMR) des quartiers ou secteurs où le taux de pauvreté est assez élevé. Le travail d'ÉCOBES avait pour but de démontrer l'existence d'une différenciation sociale importante au Saguenay et cherchait, derrière la logique sociorésidentielle de la RMR, certaines caractéristiques des populations concernées. Les chercheurs notent que le phénomène typiquement urbain de développement d'une couronne résidentielle plus aisée à partir d'un centre urbain plus ancien et plus pauvre existe également dans les villes de Chicoutimi et de Jonquière.

Ainsi des zones où se trouvent des ménages plus petits et des personnes âgées habitant des logements plus anciens côtoient des quartiers où le nombre de familles avec enfant est beaucoup plus grand et les résidences construites plus récemment. Au niveau socio-économique, Chicoutimi offre des contrastes de pauvreté plus grands que Jonquière et La Baie dans la mesure où il s'agit d'une ville de services et que le nombre de professionnels est très marqué. Le tissu plus industriel et ouvrier des deux autres villes semblerait gommer quelque peu les disparités. Pour ÉCOBES, il existe une logique résidentielle au Saguenay étroitement liée à la différenciation sociale. Il y a peu de mobilité entre les deux groupes. Les chercheurs montrent qu'il y a sur le territoire de la RMR une dualisation sociale et économique forte et en évolution.

Il va sans dire que cette recherche a suscité un vif intérêt chez les intervenants économiques et sociaux de même que parmi la population en général. On s'est

demandé entre autres de quelle façon un taux si élevé de défavorisation pouvait exister au Saguenay malgré les efforts consentis pour diminuer la pauvreté notamment dans le secteur du développement économique et social. Plus précisément, on a constaté l'absence d'une véritable stratégie de développement pouvant réduire ces disparités et inverser la tendance soulignée par ÉCOBES. À la demande de représentants de Développement économique Canada et d'Emploi-Québec auxquels se sont jointes la Société de développement de Jonquière (SDJ) et la Société de promotion économique de Chicoutimi (SPEC), un groupe de chercheurs et de chercheuses de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) a accepté de répondre à ces questions.

Ce groupe a convenu d'aider à formuler des axes d'intervention contre la pauvreté avec comme objectif d'améliorer l'efficacité des actions de développement. Certes, un nombre important de groupes travaillent à réduire la pauvreté dans l'agglomération, que ce soit en offrant des services d'aide, de la formation aux chômeurs ou en favorisant le logement social. Mais ces actions relèvent de stratégies sectorielles. Il ne semble pas exister de stratégie d'ensemble de développement qui puisse prendre en compte l'ensemble de la problématique de défavorisation. Et ce malgré la présence de deux corporations de développement communautaire et la création récente d'un Centre local de développement (CLD) à l'échelle de la MRC dont les mandats consistent à intégrer à l'intérieur d'une certaine vision de développement les initiatives visant à réduire la pauvreté.

Toutefois, contrairement au territoire couvert par ÉCOBES, ce travail d'investigation ne couvre pas l'ensemble de la région métropolitaine de recensement de Chicoutimi (RMR). En effet, de nombreuses initiatives de développement local visant à lutter contre la pauvreté et le non-emploi ont vu le jour depuis une dizaine d'années au Saguenay. Les municipalités ou le gouvernement fédéral, via les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), ont aidé au démarrage de ces initiatives de développement notamment en milieu rural. Au niveau de la MRC du Fjord et de la (RMR), La Baie et les municipalités rurales environnantes sont déjà l'objet d'une intervention structurée de développement économique intégrée dans la communauté. Il s'agit des territoires visés par les SADC du Bas-Saguenay et du Haut-Saguenay. Mais en dépit du fait qu'une frange importante de la population est à la recherche d'un emploi ou se trouve dans une situation de pauvreté, il n'existe pas de démarche

organisée de développement économique et social pouvant rejoindre cette catégorie de personnes dans l'agglomération de Chicoutimi et de Jonquière.

C'est donc sur ces zones urbaines plus défavorisées que nous avons d'abord situé notre travail de recherche au terme duquel nous soumettons le présent rapport. Une démarche concertée de développement destinée à réduire la pauvreté y est proposée. Une deuxième phase de soutien et d'évaluation de projets est prévue en 1999.

1.1.2 L'objet de l'analyse: la pauvreté

À vrai dire, trouver des solutions durables à la pauvreté représente tout un défi. Il faut d'abord être en mesure de définir la pauvreté de manière précise et partant, tracer une ligne entre ceux et celles qui feront l'objet d'une intervention spécifique avant de proposer tout projet. En cette matière, il y a souvent une part d'arbitraire comme l'attestent les critères d'admissibilité aux divers programmes sociaux. Le concept de pauvreté avec lequel nous devons agir est donc d'une importance capitale. Il conditionne les actions visant à réduire la pauvreté, aide à identifier les personnes et les territoires touchés par ces interventions et permet de déterminer les formules et les groupes ou entités qui prendront la responsabilité de la mise en oeuvre de solutions.

Une première manière de définir un concept opérationnel de la pauvreté consiste à identifier les populations ou à déterminer les secteurs pauvres en utilisant les données qu'offre le recensement de Statistique Canada. Toutefois, les statistiques sur le revenu par quartier, par sexe ou par groupes d'âge offrent une vision partielle de la réalité. Par exemple, le revenu moyen sur un territoire ou celui d'une catégorie de personnes peut en masquer les écarts. Ce ne sont pas toutes les personnes habitant un quartier pauvre qui sont défavorisées sur le plan du revenu. Par ailleurs, une personne ayant déclaré un revenu modeste n'est pas nécessairement exclue ou dans une situation précaire si elle reçoit un soutien de sa famille ou est intégrée dans un réseau d'aide. Dans la mesure où des informations sur ces réseaux et ces types de relations sont disponibles, il est alors plus facile à l'aide des valeurs statistiques de définir la pauvreté et d'en évaluer l'ampleur.

Ce concept de pauvreté, plus ouvert et moins exclusif constitue la base de départ de notre travail. À l'aide des données statistiques, nous comptons cerner la pauvreté dans un groupe ou dans un espace à partir des besoins non satisfaits par rapport à un

niveau considéré comme socialement et économiquement convenable. Cette manière de définir la pauvreté à partir de la non-satisfaction des besoins est d'ailleurs la plus utilisée au Canada (Ferland et al., 1997).

Selon le Conseil canadien de développement social (Ross et Shellington, 1994), il est possible dans un premier temps d'établir une mesure de la pauvreté basée sur l'évaluation en dollars d'un panier de biens nécessaires à la survie. Dans ce panier de biens, on retrouve le logement, la nourriture, les vêtements, le transport et les soins de santé non couverts par l'assurance-maladie. D'autres éléments peuvent s'ajouter à ces besoins de base comme les loisirs et l'accès à la culture (Ministère québécois des Finances, 1985: 133). C'est aussi la méthode dont se sert le gouvernement québécois pour déterminer le niveau des prestations d'aide sociale au Québec (Fugère et Lancôt, 1984: 2). Ce concept traverse également les notions de besoins fondamentaux, de droits fondamentaux et de développement humain de l'ONU (Castonguay, 1995: 3).

Mais on doit élargir la notion de biens nécessaires à la survie dans un deuxième temps si on désire embrasser l'ensemble du phénomène. Aux biens nécessaires à la survie s'ajouteront ceux utiles au développement de la personne. Ce concept repose sur l'hypothèse qu'on doit tenir compte autant du bien-être social et affectif des individus que de leurs besoins physiques. Selon cette méthode, toute personne à ce point démunie qu'elle se sent rejetée par sa communauté sera considérée comme pauvre. Il s'agit là en fait d'une définition qui est très proche de celle de l'exclusion (Fontan et Shragge, 1996:4). Par rapport à la première méthode fondée sur les besoins de base, cette définition de la pauvreté est beaucoup plus exigeante. Elle renvoie à de multiples facteurs auxquels, bien souvent, il sera difficile de répondre. Il y a une grande différence entre la pauvreté découlant d'un manque temporaire d'emploi, liée dans ce cas à la privation d'ordre physique ou économique, et celle résultant d'une détresse psychologique. Mais cette définition de la pauvreté constitue sans doute la plus *riche* en terme de solutions et de développement parce qu'elle n'exclut aucune catégorie de personnes au départ.

De plus, une définition souple de la pauvreté permet de prendre en compte des territoires ou des quartiers plutôt que des catégories de personnes comme les personnes assistées-sociales, par exemple. À partir des zones défavorisées de l'agglomération identifiées par ÉCOBES (Perron et al., 1996: 46), cette notion de

pauvreté permet de délimiter des quartiers aux prises avec des problèmes majeurs de développement mais qui n'ont pas que cette seule caractéristique. Le concept retenu facilite l'intervention dans un quartier où personnes plus défavorisées et classe moyenne, travailleurs et personnes âgées vivent ensemble.

La définition opérationnelle de la pauvreté sur un plan plus théorique est donc la suivante: il s'agit d'une situation, généralement de longue durée mais pas exclusivement, qui empêche une personne ou une famille de se réaliser pleinement. Au départ, la pauvreté est toujours matérielle dans le sens de la non-satisfaction des besoins fondamentaux de survie mais elle ne peut s'y limiter. La perception que la personne a de sa situation éventuelle de pauvreté est également capitale. C'est donc avec un concept de pauvreté reposant sur ces deux éléments, l'un matériel et plus facilement identifiable statistiquement, l'autre davantage de l'ordre des perceptions de la personne elle-même ou du milieu, que nous proposons d'intervenir.

1.2 Méthodologie utilisée

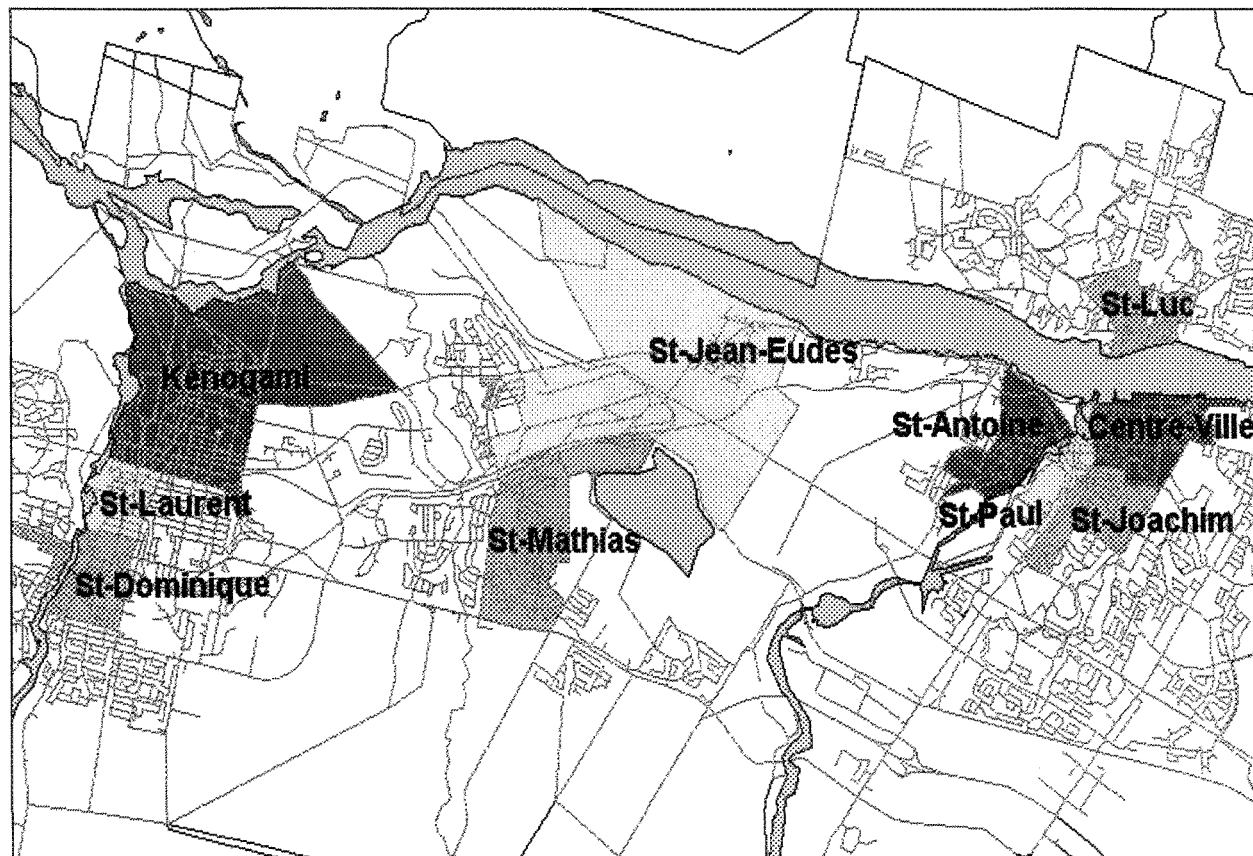
1.2.1 Le concept de pauvreté vu par le milieu

Une fois le concept de pauvreté mieux circonscrit, de quelle façon peut-on en évaluer l'ampleur? Quel est le portrait de la pauvreté dans l'agglomération? Quelles sont les actions de développement visant à contrer le phénomène et quels sont les groupes et intervenants responsables de la mise en oeuvre de ces initiatives? Pour répondre à ces questions, nous avons d'abord dressé un profil statistique de la pauvreté. Par la suite, nous avons décidé de faire un bilan de l'action, principalement de celle des groupes communautaires. Voici de quelle manière nous y sommes parvenus.

Portrait statistique

À partir des travaux du groupe ÉCOBES, nous avons identifié des zones de défavorisation à l'intérieur de l'agglomération de Chicoutimi et de Jonquière (Figure 1.1). Rappelons que ce groupe de recherche avait défini à partir d'un modèle mathématique assez complexe un coefficient de défavorisation pour chacun des secteurs de dénombrement de la RMR.

FIGURE 1.1 CARTE DES QUARTIERS PLUS DÉFAVORISÉS ET NÉCESSITANT UNE INTERVENTION



Ce coefficient, déterminé notamment à partir de la taille du ménage, de la qualité des logements et du niveau de revenu, a permis de dresser une carte où les secteurs plus défavorisés se trouvent dans les quartiers plus anciens des deux municipalités concernées par notre étude. C'est donc sur ces territoires que nous avons concentré notre attention.

Toutefois, sans être en mesure de discuter à fond de la démarche du groupe ÉCOBES, l'utilisation des secteurs de dénombrement en tant qu'espaces d'intervention a semblé difficile à concilier avec la dynamique de la pauvreté dans l'agglomération. Certes, comme l'a montré ÉCOBES, la pauvreté est localisée. Mais il faut également tenir compte de la présence de secteurs de dénombrement défavorisés et de classe moyenne à l'intérieur d'un même quartier. Ce qui

différencie un secteur de dénombrement de celui qui lui est juxtaposé est totalement arbitraire et fonction de la population (Statistique Canada, 1997b). Si on considère uniquement les secteurs défavorisés, on risque de perdre la dynamique d'ensemble du quartier si importante lorsqu'il s'agit de revitalisation. De plus, les résidents ont gardé, dans bien des cas, un certain sentiment d'appartenance aux anciennes municipalités malgré les fusions au milieu des années '70. Nous avons donc regroupé les secteurs de dénombrement par quartier, chacun d'eux étant défini en fonction de critères historiques ou géographiques. La notion de paroisse a également été prise en compte parce qu'elle constitue encore aujourd'hui un repère social important pour de nombreux résidents. C'est donc à partir de cette dimension spatiale spécifique que nous avons dressé un portrait socio-économique des populations et que nous avons délimité les responsabilités en matière de lutte à la pauvreté.

L'utilisation des données du recensement de 1996 par secteur de dénombrement n'a pas posé de problèmes majeurs pour ce qui est du portrait statistique des quartiers. Les indicateurs utilisés ont été sélectionnés en fonction de leur pertinence dans la reconnaissance et la compréhension de la dynamique de l'appauvrissement. D'autres variables auraient pu figurer dans le profil statistique. Mais compte tenu des objectifs du projet, nos données représentent un instantané sommaire mais utile de la situation dans les quartiers.

Enfin, une discussion sur l'ampleur de la pauvreté au Canada précède le portrait statistique de l'agglomération. Réalisée à partir du *Profil de la pauvreté* produit annuellement par le Conseil national du bien-être social (CNBS, 1998), elle ne permet pas vraiment de comparer les deux profils puisque les méthodologies diffèrent. Toutefois, le recours à la dimension canadienne de la pauvreté jette un éclairage particulier et intéressant sur la situation dans l'agglomération. Elle fournit des indications utiles sur la profondeur du problème auquel nous sommes confrontés.

L'enquête pré-terrain

Si l'utilisation des statistiques est relativement aisée, la difficulté de ce travail a consisté davantage à évaluer la nature des interventions et le degré d'investissement dans la lutte à la pauvreté. Devant le peu d'informations disponibles sur ce sujet au niveau de l'agglomération, sauf peut-être en ce qui concerne le secteur de la santé

(Régie régionale, 1998), nous avons effectué une vingtaine d'entrevues non directives auprès de personnes considérées comme des intervenants importants dans leur milieu. Nous avons privilégié des personnes oeuvrant dans le secteur communautaire au sens large plutôt que celles associées à l'appareil public et aux municipalités. Ce choix se justifiait par le temps dont nous disposions pour cueillir l'information (Daunais, 1992: 273) mais surtout parce que ces personnes sont bien au fait de l'organisation de la lutte à la pauvreté dans l'agglomération de par la nature de leurs fonctions (Létourneau, 1989; Ouellet, 1994). Notre stratégie a consisté à aborder six questions ou thèmes de discussions. Nous voulions connaître dans quel type d'activité la personne rencontrée était impliquée, son appréciation de la vitalité du milieu et le genre de leadership qui y est exercé. Nous voulions également savoir si les structures de développement actuellement en place dans l'agglomération étaient suffisantes et si le développement communautaire avait un caractère plus social ou plus économique. Enfin, la dimension du développement à l'échelle du quartier a été abordée. En somme, notre objectif visait à récolter l'opinion de certains leaders du milieu sur le degré et l'organisation du développement économique et social dans l'agglomération de façon à permettre dans un deuxième temps une investigation plus approfondie des actions.

Plusieurs pistes de réflexion relativement à l'organisation de la lutte à la pauvreté dans l'agglomération ont émergé de ce pré-terrain. Premièrement, les groupes communautaires et le secteur sans but lucratif qui partage les mêmes valeurs occupent une place significative en termes d'intervention contre la pauvreté. Certes, la présence de l'État demeure importante à ce niveau notamment par le biais des services sociaux qu'il dispense et des transferts mais il est évident que les groupes répondent à des besoins et à des préoccupations essentielles et que ces demandes viennent du milieu. Ces activités qui touchent la totalité des facettes de la lutte à la pauvreté peuvent être regroupées autour de quatre niveaux d'intervention:

- 1- le niveau des services — sociaux, communautaires, bénévoles — destinés à la population;
- 2- le niveau de l'emploi — création d'emplois, insertion, formation et développement économique public ou privé;
- 3- le niveau de la qualité de vie et de l'environnement — urbain, quartier, habitation;

- 4- le niveau des transferts gouvernementaux — sécurité du revenu, assurance-emploi, politique familiale, sécurité de la vieillesse.

À ces quatre niveaux d'intervention qui visent directement les individus et qui déterminent l'ampleur de l'intervention s'ajoute le financement des activités et des groupes. Le budget global consacré à la lutte à la pauvreté, sa répartition et le rôle de l'État en la matière sont évidemment d'un grand intérêt mais demeurent problématiques selon les personnes interviewées.

L'enquête pré-terrain montre que l'importance accordée à l'un ou l'autre des niveaux diffère selon le secteur d'intervention. Selon le portrait dressé par les intervenants eux-mêmes, le secteur des services couvre une bonne partie de l'action communautaire. Cela peut s'expliquer par l'ampleur des budgets accordés au secteur des services de santé et des services sociaux mais également parce que les problèmes liés à la pauvreté sont importants et la demande, variée et forte. De manière analogue, les secteurs de l'insertion et de la formation semblent assez bien structurés compte tenu des montants investis dans ce domaine via les commissions scolaires ou le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sans oublier les activités d'éducation populaire. Le secteur du logement social est aussi actif bien que de fortes coupures de budget soient venues réduire la disponibilité des logements à prix modique ou de type coopératif dans un domaine où les besoins demeurent élevés particulièrement dans l'agglomération de Chicoutimi et de Jonquière (FRAPRU, 1998).

Il ne fait guère de doute que le gros de l'intervention visant à réduire la pauvreté dans l'agglomération, avec les services offerts par le ministère de l'Emploi et les programmes de transferts, relève de l'action communautaire. Malgré une action souvent hétérogène et limitée par le manque de moyens ou pour d'autres motifs, les entrevues indiquent que le mouvement communautaire constitue le partenaire privilégié de tout développement. C'est le cas depuis longtemps dans le secteur des services sociaux et du logement social, plus récemment dans celui de l'insertion et de l'économie sociale, de l'environnement. Mais il y a plus. L'enquête pré-terrain montre que les groupes communautaires constituent l'interface principale entre les populations plus défavorisées et les autres intervenants, gouvernementaux, privés, coopératifs ou autres. Il s'agit d'un résultat important que nous tirons de cette enquête.

Toutefois, ces initiatives sont dans l'ensemble sectorielles et le partenariat s'est exercé jusqu'ici principalement avec le gouvernement québécois et les ministères concernés. Certaines activités sont ignorées ou reçoivent peu d'appui. Toutes les activités du secteur communautaire, si elles contribuent à réduire la pauvreté ou favorisent la prise en charge, ne conduisent pas nécessairement à la création d'emplois ou à l'émergence d'une demande solvable. Parmi ces groupes, la plupart semblent investis davantage dans des activités de développement social et de développement de l'employabilité plutôt que dans le développement économique communautaire ou local.

Nous croyons que cette situation est liée à la présence chez les intervenants de plusieurs conceptions de la pauvreté. Les différences dans les termes de l'intervention renvoient à une identification du problème, la pauvreté, qui est certainement divergente. D'un côté, il y a cette idée selon laquelle le développement économique assure en corollaire le développement social. La création d'emplois comme la redistribution de la richesse via les transferts améliorent la cohésion sociale en améliorant le bien-être relatif. Les interventions des niveaux 2 et 4 relèveraient de cette catégorie. Par contre, d'autres croient que le développement social des collectivités prévient la misère qui découle de la pauvreté et peut éventuellement favoriser l'emploi et l'autonomie économique. Les niveaux 1 et 3 renvoient à ce point de vue. Ainsi, une meilleure qualité de vie dans son quartier, par exemple, encourage la prise en charge de l'individu par lui-même. Nous avons donc décidé de diviser les intervenants communautaires en deux groupes selon la nature de la stratégie qu'ils semblent privilégier, c'est-à-dire en fonction d'actions communautaires à vocation plus sociale et d'actions communautaires à caractère plus économique. Chacun des groupes partage les mêmes valeurs, cela ne fait aucun doute. Mais les champs d'action apparaissent nettement différents quoique complémentaires. Cette division dans l'action aura un effet à l'étape de la constitution des groupes de discussion.

Enfin, à l'instar du portrait statistique, il semble que l'action communautaire possède une dimension territoriale puisque les intervenants agissent au niveau d'un ou de quelques quartiers. Contrairement au mouvement syndical et coopératif ou aux autres acteurs sociaux préoccupés par le développement social, les entrevues ont montré que l'action communautaire est relativement localisée et que cette intervention est déjà une réalité fortement présente dans les territoires. Compte tenu de cette

situation, comparable à bien d'autres interventions de type communautaire en milieu urbain (Fontan, 1991; Fontan, Lévesque et Klein, 1995; Comeau, 1998; Favreau, 1995), nous pensons que la mobilisation des groupes communautaires à une échelle territoriale donnée — qui dans bien des cas correspond à un quartier — constitue un préalable à l'implication des autres acteurs à un niveau ou à un autre de l'intervention contre la pauvreté.

Ceci dit, il importe de souligner que l'action des groupes communautaires respecte les territoires des villes de Jonquière et de Chicoutimi. Et ce, malgré les mises en commun et les rapprochements effectués depuis quelques années à divers niveaux. Pas surprenant puisque celles-ci forment des milieux sociologiques distincts comme l'a montré ÉCOBES. L'action par quartier, si elle est utile, se situerait donc à l'intérieur des limites de chacune des municipalités. Toutefois, une planification des interventions au niveau de l'agglomération plutôt qu'une approche par quartier et par ville peut s'avérer nécessaire dans certains cas. Le secteur des ressourceries vestimentaires (Maison de quartier, St-Vincent-de-Paul, Comptoir budgétaire de Chicoutimi-Nord) en fournit un exemple.

Les experts consultés

L'équipe de recherche de même que les membres du comité de main-d'œuvre (CAMO) ont rencontré deux experts du développement local dans le but d'approfondir le cadre de réflexion. Un premier échange a eu lieu à Québec avec Jacques Beaudet, directeur général du Carrefour pour la relance de l'économie et de l'emploi du centre de Québec (CRÉECQ). Créé sur le modèle d'une CDEC il y a cinq ans, l'organisme travaille à relancer l'économie des quartiers St-Roch, St-Sauveur et Limoilou à Québec en coordonnant toutes sortes d'activités de développement qui vont de la recherche d'investissement à la formation ou à l'aménagement urbain.

Pour les personnes ayant participé à cette visite, la rencontre avec Jacques Beaudet a été fort intéressante. Dans un premier temps, on souligne que la réussite des activités du CRÉECQ jusqu'ici repose sur une conjoncture particulière et une interaction très forte avec le milieu. Tout d'abord, il y a l'aspect démocratique de la démarche et l'implication des groupes locaux. En second lieu, si le territoire d'intervention correspond aux quartiers centraux de Québec où la spéculation immobilière est forte, l'organisme tente de préserver l'équilibre entre développement

économique, développement social et habitat. L'expérience des individus et leur implication au sein de l'organisme sont également essentielles à la réussite des projets de développement. Enfin, de nombreux projets novateurs destinés aux personnes sans emploi comme les cercles d'emprunt ou aux jeunes comme la transformation d'une ancienne école en auberge pour jeunes travailleurs et café représentent des acquis importants pour la communauté. Le CRÉECQ a également à son actif la revitalisation du parc industriel St-Malo et le soutien à la création ou la conversion d'entreprises en coopérative.

Dans l'ensemble, l'organisme a une bonne connaissance du quartier et des activités pouvant déboucher sur du développement. Cela constitue un atout important. Un bilan de l'action du CRÉECQ (Comeau 1998) résume bien les actions et les orientations de l'organisme depuis sa fondation. Une copie de ce document de même que la stratégie d'intervention pour les années 1993 à 1998 (CRÉECQ, 1993) ont été remis à chacun des visiteurs. Ces documents et la visite du carrefour auront été d'une grande utilité dans le cadre de cette recherche, principalement au niveau du plan d'action et de la perspective d'ensemble du projet.

L'utilité et l'importance de ce genre de rencontre se vérifient à nouveau lors de la visite de Bill Ninacs à Chicoutimi en octobre. Spécialiste des questions de développement local et de revitalisation depuis une quinzaine d'années, M. Ninacs a surtout insisté sur deux choses. D'abord, bien identifier les leaders du développement dans la communauté est une tâche délicate mais essentielle. Par ailleurs, il importe de définir correctement le problème que la concertation et le développement visent à résoudre. Si lutter contre la pauvreté est l'objectif de la démarche, il faut prendre le temps d'en mesurer l'ampleur et les conséquences avant d'agir. Le spécialiste qui s'est dit surpris du caractère urbain de la communauté au Saguenay et de l'importance de la population a également suggéré de puiser parmi les expériences de reconversion d'économie mono-industrielle comme celle de Pittsburgh aux États-Unis plutôt que de se comparer à une région complexe et hétérogène comme Montréal.

Par rapport au projet de lutte contre la pauvreté, il ressort des discussions avec Bill Ninacs les éléments suivants:

- il faut tenir compte du nombre de sans-emploi sur le territoire;
- il faut intégrer les organismes qui travaillent déjà sur la problématique;

- il faut s'appuyer sur un petit groupe de convaincus au départ;
- dimension «Royaume» de la région, c'est-à-dire homogène et relativement autonome;
- au-delà des structures, il faut travailler avec les personnes intéressées;
- il faut un certain bassin de population pour initier des actions, ce qui est le cas ici;
- il serait intéressant de comparer la région du Saguenay à d'autres régions semblables qui ont opéré une reconversion industrielle comme Pittsburgh mais non à Montréal;
- il faut identifier les leaders;
- il faut une démarche progressive;
- chacun des intervenants doit y trouver son compte;
- il faut aller chercher les aspects positifs chez les gens et les laisser agir par eux-mêmes.

À partir de ces résultats et de ces rencontres, il fallait donc trouver le moyen de valider nos observations de manière plus systématique. À l'instar de la méthode utilisée par Louis Favreau sur le territoire de Buckingham, en l'Outaouais (Favreau, 1995) et qui a inspiré notre démarche, nous avons cru bon d'utiliser des techniques de collecte d'information semblables quoique plus approfondies. Favreau s'est principalement servi de statistiques par quartier, un peu comme nous l'avons fait ici. Il a également utilisé un questionnaire succinct mais substantiel. Compte tenu des objectifs de ce travail mais également des résultats obtenus lors du pré-terrain, nous avons le choix entre deux techniques d'enquête: un questionnaire approfondi ou un mode plus interactif de collecte de données, les groupes de discussion. C'est ce dernier mode d'investigation que nous avons retenu.

1.2.2 Recours à la technique des groupes de discussion

L'enquête pré-terrain nous conduit à de nombreux questionnements. Il semble assez évident que la mobilisation des ressources existantes et avant tout celles du secteur communautaire est essentielle et préalable à toute action. Par contre, il n'existe pas chez les groupes consultés de vision intégrée du développement des quartiers plus défavorisés. Les groupes oeuvrent dans certains secteurs d'activités ou interviennent dans certains quartiers alors que d'autres activités ou quartiers ne font l'objet d'aucune préoccupation spécifique sans qu'on sache trop pourquoi. Par ailleurs, il apparaît assez clairement que toute intervention doit respecter les caractéristiques propres aux municipalités de Jonquière et de Chicoutimi.

Au niveau des actions, il est sans doute plus facile d'appuyer les secteurs prometteurs en termes de développement comme les ressourceries, l'environnement, le logement et l'habitation. Le micro-crédit, les services sociaux, les activités commerciales et les centres-villes sont également du nombre. De même, les groupes mieux constitués ou fortement intégrés dans leur milieu ou sphère d'activités représentent sans doute des partenaires privilégiés du développement s'adressant aux personnes plus défavorisées. On pense, ici, aux coopératives d'habitation, à la Pastorale sociale, la Maison de quartier, le Comptoir budgétaire ou le Comité d'environnement de Chicoutimi.

Enfin, au niveau des territoires, il semble qu'il soit préférable d'intervenir dans les quartiers où certaines activités sont déjà en cours ou qui possèdent un potentiel de développement à plus court terme. À titre d'exemple, les quartiers St-Dominique, St-Paul et St-Antoine semblent offrir des possibilités d'amélioration des logements et de l'environnement urbain assez importantes. Les centres-villes, St-Luc et Kénogami où se trouvent des rues commerciales semblent plus propices à des débouchés pour les cercles d'emprunt ou pour les activités de proximité et commerciales. Enfin, on doit reconnaître qu'un dernier secteur, déjà fort actif, représente un fort potentiel de développement ou de création d'emplois. Il s'agit de celui du soutien au développement regroupant l'insertion au travail et la formation, l'insertion sociale et les fonds de développement. Et dans ces domaines, les groupes communautaires sont actifs ou pourraient l'être.

Toutefois, il est important d'aller au-delà de ce portrait sommaire de l'intervention. Il s'agit de valider nos conclusions préliminaires sur l'organisation de la lutte à la pauvreté dans les deux municipalités et de mieux circonscrire le phénomène de la pauvreté. Nous avons indiqué plus haut les limites d'un portrait statistique de la pauvreté et l'impossibilité d'évaluer ainsi le degré de privation sociale ou affective des individus. Nous avons également retenu un concept large et englobant de la pauvreté mais qui demeure théorique. Nous avons besoin de connaître l'opinion des gens directement engagés auprès des personnes pauvres sur le *degré* de pauvreté dans l'agglomération. Nous voulons également vérifier si les intervenants ont une compréhension commune de la question posée. Enfin, dans la mesure où ceux-ci sont appelés à travailler ensemble à des projets de développement, nous désirons savoir de quelle manière des gens d'horizons divers peuvent interagir.

Quatre groupes comprenant de huit à douze personnes ont été réunis à cette fin. Les trois premiers groupes, relativement homogènes, ont été formés en fonction du profil des participants et de l'entreprise ou secteur auxquels ils appartiennent. Le premier est composé d'individus provenant de groupes communautaires et dont les activités se situent dans les domaines des services sociaux et de l'action sociale. Le second regroupe des personnes issues également des groupes communautaires mais qui oeuvrent à des activités de développement économique. Ce choix fait écho à l'un des éléments tirés de l'enquête pré-terrain à savoir qu'il existe deux grandes familles d'intervenants communautaires regroupés en fonction des objectifs de leur démarche, plus politiques et sociaux, d'une part, et, d'autre part, plus économiques et favorisant davantage l'autonomie personnelle. Le troisième a regroupé des personnes étrangères au secteur communautaire mais associées à différents milieux, gouvernemental, municipal, associatif non-communautaire ou privé. Enfin, nous avons réuni à l'intérieur d'un quatrième groupe des acteurs du communautaire et des personnes provenant des autres secteurs de la société. Contrairement aux autres groupes où l'objectif consistait à réunir un maximum d'informations, ce dernier visait avant tout à mesurer l'interaction d'individus aux horizons divers et savoir dans quelle mesure il était possible d'établir un consensus parmi eux sur la notion de pauvreté.

Au total, quarante individus ont participé à l'exercice. La sélection des participants a été faite à partir de leur connaissance de la problématique de la pauvreté et de leur implication dans une stratégie de développement. La plupart ont été choisis en fonction du groupe qu'ils représentent ou de leur expertise tout en prenant soin d'établir un équilibre entre les activités ou les territoires.

La technique suivie pour les *focus groups* est celle que proposent, par exemple, Morgan et Krueger (1998). Un *focus group* est « une technique d'entrevue (...) dans le cadre d'une discussion structurée, sur un sujet particulier » (Geoffrion 1997: 303). À partir d'une discussion ouverte sur une question posée par la personne qui l'anime et le dirige, le *focus group* permet d'obtenir des informations situées sur trois plans:

- le premier est le contenu strictement factuel (par exemple, celui qui répond aux questions canoniques: qui fait quoi, où, quand, comment, avec qui et pourquoi);
- le second est lié aux évaluations des réponses à ces questions; on peut les déceler en considérant les diverses réponses et réactions des participants. Ces réactions

peuvent être verbales, mais aussi non verbales. Il s'agit ici d'un niveau *conscient* d'interprétation par les acteurs;

- le troisième est lié aux interactions présentes dans le groupe. Il peut être instructif de considérer qui ne parle pas ou quelle est la séquence de parole dans le groupe. Ce niveau est le plus abstrait et, partant, le plus inconscient. Son analyse ne se borne pas à ce que les participants ont dit, mais relève surtout des interactions entre leurs énoncés et du rapport entre eux et l'acte d'énonciation. Il est évident que ce genre d'information n'est accessible qu'à la condition d'avoir plusieurs personnes présentes au même moment dans le même lieu et est impossible à obtenir par des entrevues individuelles. Le quatrième groupe est particulièrement concerné par ce type d'informations.

Trois questions ont été présentées aux participants et aux participantes par l'animatrice qui a oeuvré dans les quatre groupes de façon à harmoniser la démarche. Premièrement, il s'agit de savoir, aux yeux des personnes présentes, quel est le problème: c'est quoi la pauvreté? Est-elle liée à des facteurs économiques ou sociaux? Quelles formes prend la pauvreté dans nos villes? Où se trouve la pauvreté? Qui est pauvre et qui ne l'est pas? L'objectif de ce premier thème consiste à cerner les définitions de la pauvreté, à en identifier les différences et à définir les problèmes auxquels font face les personnes défavorisées dans les quartiers. En second lieu, la question du rôle des acteurs dans la lutte à la pauvreté a été abordée. Pour les intervenants comme pour les experts, il faut savoir comment les acteurs voient leur rôle en ce moment face à la pauvreté et comment ils perçoivent celui des autres intervenants en regard du phénomène. L'idée ici consiste à connaître les affinités qui existent entre les divers intervenants et entre eux et le milieu. Enfin, on ne pouvait réunir ces personnes sans tenter d'identifier les stratégies ou actions qu'elles envisagent pour lutter contre la pauvreté. Il s'agit de valider et de bonifier le cadre stratégique d'action issu de l'enquête pré-terrain et de formuler des projets concrets qui suscitent une certaine adhésion. Il importe également de savoir quel est le meilleur moyen de coordonner les activités de développement dans les quartiers plus défavorisés.

En ce qui concerne l'analyse des résultats, les propos des intervenants ont été enregistrés et transcrits pour fin d'évaluation. Dans un premier temps, nous avons cru pouvoir élaborer quatre typologies de discours, soit les différentes acceptions de

la pauvreté, le degré d'implication des participants face au phénomène et le type d'actions destinées à la pauvreté. Nous avons également tenté de départager les diverses conceptions de la société. Mais la dynamique des discussions nous a forcé à nous rabattre principalement sur la définition de la pauvreté et sur les solutions visant à la contrer. Il est maintenant possible de tracer un portrait relativement conforme de l'intervention, des acteurs qui y oeuvrent et des perspectives d'actions face à la pauvreté.



Chapitre 2- LA PAUVRETÉ DANS L'AGGLOMÉRATION

2.1 La pauvreté au Québec et au Canada

Avant de tracer le portrait statistique de la pauvreté dans l'agglomération, il peut être utile de connaître la situation à ce chapitre pour le Québec et la Canada. Il ne s'agit pas de comparer les résultats des études qui en font état avec ceux que nous présentons plus bas pour l'agglomération puisque les méthodologies diffèrent. Mais nous pensons qu'il peut être intéressant de dégager certaines tendances de la pauvreté à l'échelle nationale avant de regarder de plus près la situation au Saguenay.

Il existe deux grandes études sur la pauvreté au Canada. Il s'agit de celle produite par le Conseil canadien de développement social (Ross et Shellington, 1994) et du *Profil de la pauvreté* du Conseil national du bien-être social (CNBS, 1998). Sous réserve des difficultés à interpréter le concept de pauvreté dont nous avons fait état plus haut, les deux organismes fondent leurs résultats sur les seuils de faible revenu de Statistique Canada.

Selon le Conseil national du bien-être social dont l'étude porte sur l'année 1996, « on désigne par seuils de faible revenu les niveaux de revenu brut à partir desquels les dépenses de nourriture, de logement et de vêtements représentent une part disproportionnée des dépenses des ménages » (CNBS, 1998:4). Au fil du temps, Statistique Canada a fixé à 20% cette part supplémentaire. Dans la mesure où les habitudes de dépenses des consommateurs en 1986 indiquaient que la famille canadienne moyenne dépensait 36,2% de son revenu pour les dépenses de base, on a décidé que les familles qui consacraient plus de 56,2% de leurs revenus à l'achat des biens de première nécessité entraient dans la catégorie des ménages à faible revenu. S'agit-il de familles pauvres ou exclues? Cela reste à voir. Statistique Canada se défend bien d'ailleurs d'assimiler à des seuils de pauvreté ses seuils de faible revenu. Toutefois, la proportion des ménages consacrant plus de la moitié de leurs revenus aux nécessités de base constitue un bon indicateur de l'ampleur de la pauvreté dans notre société.

TABLEAU 2.1 SEUILS DE FAIBLE REVENU DE STATISTIQUE CANADA (\$) (Base de 1986) pour 1996 (Source: CNBS, 1998)					
Taille de la famille	Population du secteur de résidence				
	500 000 et plus	100 000 - 499 999	30 000 - 99 999	Moins de 30 000	Zones rurales
1	16 061	14 107	13 781	12 563	10 933
2	21 769	19 123	18 680	17 027	14 823
3	27 672	24 307	23 744	21 644	18 839
4	31 862	27 982	27 338	24 922	21 690
5	34 811	30 574	29 868	27 228	23 699
6	37 787	33 185	32 420	29 554	25 724
7 et plus	40 640	35 696	34 872	31 789	27 668

Que nous dit le Conseil national du bien-être social sur le degré de pauvreté au Canada en 1996? Les conclusions les plus intéressantes du rapport ont trait sans doute à l'évolution de la pauvreté depuis 1980. Le Conseil indique que la proportion de personnes vivant dans la pauvreté est passée de 15,3 % à 17,6 % de la population canadienne entre 1980 et 1996. En chiffres absolus, on compte maintenant 5,2 millions de personnes pauvres contre 3,6 millions en 1980. Mais ce qui est paradoxal dans ces résultats, c'est que les personnes pauvres sont plus nombreuses depuis la dernière récession de 1990-1991 malgré cinq années de croissance. Autrement dit, les fruits de la croissance économique se sont concentrés entre certaines mains au détriment des personnes à revenu modeste.

Un autre indicateur de l'appauvrissement des dernières années consiste dans l'évolution du taux de chômage et du taux de pauvreté. En moyenne depuis 1980, le taux de pauvreté dépasse le taux de chômage d'environ trois à cinq

points de pourcentage. Mais à partir de 1994, l'écart augmente pour atteindre sept points de pourcentage en 1995 et 1996. C'est dire que malgré une amélioration au chapitre de l'emploi, le taux de pauvreté varie très peu tout en étant supérieur au taux enregistré en 1993 immédiatement après la dernière récession. Ces résultats corroborent les plus récentes données de l'enquête sur la Répartition du revenu de Statistique Canada (Statistique Canada, 1997a) qui indiquent une légère amélioration du revenu moyen en 1996 mais une nette dégradation du revenu des familles à faible revenu, soit une baisse de 3% par rapport à 1995, du fait de la réduction des paiements de transfert. Statistique Canada estime que les familles à faible revenu dépendent de ce type de paiement pour 59 % de leur revenu.

Parmi ces ménages, plus d'une famille sur quatre est dirigée par une femme seule avec enfants. Dans cette catégorie, le Conseil estime d'ailleurs à 1,480 million le nombre d'enfants de moins de 18 ans vivant dans la pauvreté en 1996 au Canada, soit un taux de pauvreté de 21 %, un sommet depuis 1980. De son côté, le taux de pauvreté des familles monoparentales ayant à leur tête une femme s'élève à 61,4 % en 1996 ayant presque rejoint le niveau le plus haut atteint lors de la dernière récession en 1991, soit 61,9 %. Chez les personnes seules, le taux de pauvreté atteignait 37 % en 1996. Et toujours chez les femmes, le taux de pauvreté de ces dernières dépassait de sept points de pourcentage celui des hommes en 1996, soit 39,5 % contre 32,4 %. Enfin, seule amélioration au chapitre de la pauvreté au cours des dernières années: la situation des personnes âgées de 65 ans et plus. En effet, le taux de pauvreté de cette catégorie de ménage a chuté des deux tiers depuis 1980, passant de 20 % à 8,6 % en 1996. Toutefois, malgré cette amélioration considérable due en bonne partie au départ des enfants et à la réduction de la taille du ménage, il serait hasardeux de se désintéresser de cette catégorie de citoyens.

Un dernier mot concernant la pauvreté par province. Malheureusement, de toutes les provinces canadiennes y compris Terre-Neuve, c'est au Québec qu'on retrouve la plus forte proportion de familles pauvres par rapport à la population. Ainsi, le taux de pauvreté s'élevait à 21,2 % en 1996 contre 15,8 % en Ontario et une moyenne de 17,6 % pour le Canada. En chiffres absolus, le Conseil estime à plus de 1,5 million le nombre de Québécois et de Québécoises pauvres contre 1,7 million en Ontario qui compte pourtant 3,5 millions d'habitants de plus que le Québec. Pour les personnes seules, le taux de pauvreté au Québec atteint 45 % et

17,6 % pour les familles, en hausse par rapport à 1995. À Terre-Neuve, province hors Québec la plus pauvre au Canada, ces taux se chiffrent respectivement à 40,7 % et à 16,6 %.

Le rapport annuel sur la pauvreté produit par le Conseil national du bien-être social fait généralement autorité au Canada en ce domaine. Malgré la croissance qui se poursuit depuis plus de cinq ans, le rapport montre que la pauvreté n'a pas diminué substantiellement au Canada. De plus, le Québec semble toujours aux prises avec un problème structurel de pauvreté qui, en dépit d'investissements énormes de l'État depuis 1960 dans la santé, l'éducation et la croissance, continue de traîner de la patte par rapport au reste du pays. Ainsi, pour l'année 1997, l'Enquête sur la population active (Statistique Canada: 1998) nous apprend que le taux de chômage au Québec est demeuré élevé à 11,4 % contre 8,5% en Ontario et 9,2% au Canada bien que la situation se soit améliorée en 1998. Le taux d'activité qui représente la part de la population active (employés ou chômeurs actifs) par rapport à la population de 15 ans et plus correspond à 65,9% en Ontario contre 62,1 % au Québec, démontrant un marché du travail beaucoup plus dynamique dans la province voisine. Plus significatif est le rapport emploi-population, soit le nombre de personnes détenant un emploi par rapport à la population de 15 ans et plus. Il est de 60,3 % en Ontario contre 55 % seulement au Québec. À taux égal, le Québec aurait compté en 1997 environ 300 000 personnes de plus en emploi.

Plusieurs causes peuvent expliquer ce phénomène: le faible niveau de scolarité des Québécois francophones en général malgré un important rattrapage, le manque de capital et l'émigration des Anglo-Québécois qui s'est poursuivie depuis le début de la décennie, bref un ensemble de raisons liées à la *société distincte* qu'il ne convient peut-être pas de discuter dans le cadre de cette recherche mais qui sont réelles (Fortin et Séguin, 1996:108; Ministère de la Sécurité du revenu, 1994: 57; Fortin, 1991: 212). D'autres pointent le niveau élevé des salaires au Québec, surtout du salaire minimum, et le manque de mobilité des francophones ailleurs en Amérique du nord (Proulx, 1995: 61; Dauphin, 1991: 157). Selon cette théorie du marché du travail, la création d'emplois en l'absence de mobilité ne peut venir que d'une réduction des salaires pour le travail non qualifié ou d'une amélioration des compétences. Bien que selon nous, il soit impensable comme certains le prétendent de vouloir réduire

encore plus les salaires pour créer de l'emploi, le modèle montre que les efforts doivent porter sur la formation ou que le travail peu ou non qualifié doit être d'une façon ou d'une autre soutenu monétairement. À titre d'exemple, le recours aux emplois subventionnés de ressourceries comme la Maison de quartier permet de maintenir le prix de ses articles au plus bas. Selon une autre formule, les coopératives de soins à domicile peuvent se permettre d'offrir un salaire plus élevé parce qu'une partie du coût des services offerts aux personnes âgées est remboursée à l'utilisateur par l'État. Sans cette aide indirecte, ce marché des services n'existerait pas.

Dans la recherche de solutions à la pauvreté dans l'agglomération de Chicoutimi-Jonquière, il convient d'avoir à l'esprit ce genre de considérations. Il faut savoir que l'évolution de la pauvreté suit les grandes tendances nationales mais qu'elle a également un visage particulier au Québec. Et à ce chapitre, la situation est encore plus difficile dans l'agglomération comme nous allons maintenant le voir.

2.2 Le portrait de la pauvreté dans l'agglomération

Avec le portrait statistique de la pauvreté dans Chicoutimi et Jonquière que nous présentons, nous abordons la situation dans l'ensemble des quartiers de l'agglomération selon les différentes dimensions socio-économiques et leurs indicateurs. Nous dégageons ainsi les tendances et les généralités observables à cette échelle.

Comme nous l'avons souligné plus haut, nous avons adopté pour les fins de notre évaluation statistique de la pauvreté des espaces correspondant aux limites géographiques, sociologiques ou naturelles des quartiers à l'intérieur desquels on retrouve les zones de défavorisation décrites par ÉCOBES. Cette approche se justifie pour au moins trois raisons. D'abord, notre recherche porte sur l'intervention et les moyens à prendre afin de contrer la pauvreté dans ces zones. Une approche fondée sur les seuls secteurs de dénombrement plus défavorisés se révélerait peu praticable du point de vue de l'intervention. Par ailleurs, d'un point de vue plus sociologique, il importe d'utiliser des aires sociales dans lesquelles les gens se retrouvent et se reconnaissent. Enfin, ce n'est pas l'ensemble de l'agglomération qui est défavorisée comme l'a montré ÉCOBES.

Notre objectif consiste à dresser un portrait qui permet de rendre compte de la pauvreté dans certains quartiers.

Ce portrait permet de voir que la pauvreté est davantage concentrée dans les centres-villes (quartiers Racine, St-Dominique et St-Laurent), dans les quartiers résidentiels plus anciens (quartiers St-Joachim, St-Antoine, St-Paul-Apôtre) ou dans certains quartiers ouvriers (Kénogami, St-Jean-Eudes, et St-Mathias). Ces territoires comptent 30 350 habitants, soit 18.9% de la population totale de l'agglomération. C'est dire que près d'une personne sur cinq habite un quartier aux caractéristiques socio-économiques plus précaires. Au chapitre de la population vivant dans ces quartiers, on dénote une différence significative entre les municipalités de Chicoutimi (11 530) et de Jonquière (18 820). Bien que cela puisse indiquer que Jonquière se trouve dans une situation plus difficile, nous devons rester prudents car cette différence est attribuable au découpage des quartiers. Par exemple, les quartiers St-Mathias et St-Jean-Eudes qui comptent 5990 personnes, représentent des quartiers plutôt intermédiaires au plan socio-économique mais que nous désirons conserver comme lieux d'intervention.

2.2.1 La population

Dans un premier temps, la pauvreté et les problématiques de développement de ces quartiers apparaissent à travers les caractéristiques de la population. Il s'agit plus particulièrement du nombre de familles monoparentales, des personnes vivant seules, des personnes âgées de 65 ans et plus et de la mobilité des résidents d'un quartier.

On constate que la proportion de familles monoparentales est plus élevée dans l'ensemble des quartiers que dans la province et l'agglomération. Cette proportion dépasse même à plusieurs reprises le quart des familles de recensement: 33,8% dans le centre-ville de Chicoutimi (Racine), 30,7% dans St-Paul, 28,9% dans St-Joachim et 25,4% dans St-Laurent. De leur côté, les personnes vivant seules sont également plus nombreuses que la moyenne québécoise dans l'ensemble des quartiers étudiés exception faite de St-Mathias.

Tableau 2.2 Caractéristiques de la population

QUARTIERS	QUÉBEC	RMR	RACINE	ST-JOACHIM	ST-ANTOINE	ST-PAUL-APÔTRE	ST-LUC
Population totale	7138795	160454	3585,0	2835,0	2065,0	1385,0	1845,0
Sexe féminin, total %	51,1	50,7	52,4	51,0	53,5	53,8	51,8
Familles monoparentales %	15,9	15,0	33,8	28,9	21,3	30,7	24,0
Parent de sexe féminin %	81,6	79,7	87,0	91,3	84,6	87,0	92,0
Personnes par ménage	2,5	2,7	1,8	2,2	2,4	2,2	2,5
Vivant seules %	10,8	8,3	29,8	14,3	9,9	15,1	10,4
Personnes de 65 ans et + %	12,1	10,7	17,6	10,6	12,8	13,7	14,6
Personnes ayant déménagé %	39,9	35,6	48,4	51,2	30,3	48,5	37,5

QUARTIERS	KENOAGAMI	ST-DOMINIQUE	ST-LAURENT	ST-JEAN-EUDES	ST-MATHIAS
Population totale	6255,0	3495	2265,0	1915,0	4075,0
Sexe féminin, total %	51,4	53,1	51,9	49,3	52,1
Familles monoparentales %	20,5	19,8	25,4	18,3	16,9
Parent de sexe féminin %	82,4	80,0	80,6	70,0	97,5
Personnes par ménage	2,3	2,0	2,1	2,6	2,6
Vivant seules %	12,4	19,4	17,0	9,2	8,2
Personnes de 65 ans et + %	14,9	18,6	13,9	9,9	14,4
Personnes ayant déménagé %	40,7	48,6	53,1	34,9	29,1

Plus particulièrement, les personnes seules se concentrent dans les centres-villes où elles constituent respectivement 17% des personnes vivant dans les ménages privés du quartier St-Laurent, 19,4% dans St-Dominique et 29,8% dans le centre-ville de Chicoutimi (quartier Racine). Dans la mesure où ces groupes de personnes connaissent des taux moyens de pauvreté de plus de 60% et 37 %, selon le Conseil national du bien-être social, on peut mesurer l'ampleur du problème dans ces quartiers.

Du côté des personnes âgées de 65 ans et plus, malgré l'amélioration du statut économique des aînés depuis quelques années, la concentration de cette catégorie de population dans certains quartiers peut influencer le potentiel de revitalisation. Parmi les quartiers à l'étude, seuls St-Jean-Eudes et St-Joachim se comparent avantageusement à la moyenne nationale ou à celle de la RMR à ce chapitre. Les situations extrêmes se rencontrent à nouveau dans les centres-villes avec des taux de personnes âgées de 65 ans et plus de 17,6% pour le centre-ville de Chicoutimi et 18,6% pour St-Dominique, ce qui signifie qu'environ le cinquième de la population ne peut espérer améliorer son revenu par sa participation au marché du travail et dépend des transferts. Par contre, cette concentration de personnes offre des possibilités d'emplois notamment dans le secteur des services.

Enfin, la mobilité de la population peut également affecter la dynamique sociale. Ainsi, dans les quartiers centraux et dans St-Joachim et St-Paul, environ la moitié des résidents a déménagé au moins une fois au cours des cinq dernières années. Cette mobilité fait en sorte qu'il peut être plus difficile d'assurer une intervention complète et continue dans ces quartiers auprès des personnes défavorisées même si ces dernières sont généralement moins mobiles. Par ailleurs, le nombre de résidents de 5 ans et plus ayant quitté la RMR a continué à être supérieur au nombre de personnes venant s'installer dans l'agglomération. En dix ans, on compte environ 8,000 départs de plus que d'arrivées dans la RMR, ce qui ne manque pas d'avoir un impact sur le niveau d'activité et sur le dynamisme de la région.

2.2.2 Emploi et formation

La situation de l'emploi et le niveau de formation témoignent généralement des difficultés et des problématiques de développement socio-économique auxquelles sont confrontés les résidents des quartiers désignés. Les indices d'activité sur le marché du travail de la population ainsi que la proportion des personnes n'ayant pas atteint une neuvième année sont importants pour l'analyse de la dynamique d'appauvrissement.

Tableau 2.3 Emploi et Formation

QUARTIERS	QUÉBEC	RMR	RACINE	ST-JOACHIM	ST-ANTOINE	ST-PAUL-APÔTRE	ST-LUC
Population de 15 ans et plus	5673470	127490	3130,0	2390,0	1655,0	1120,0	1450,0
Taux d'activité	62,3	57,9	44,2	58,6	48,0	44,2	56,2
Rapport emploi - population	55,0	50,1	34,3	47,7	41,4	34,4	46,9
Taux de Chômage	11,8	13,4	22,7	18,6	13,8	21,2	15,3
Inférieur à la 9e année	18,1	14,8	22,6	19,5	26,9	19,6	21,3

QUARTIERS	KENOGAMI	ST-DOMINIQUE	ST-LAURENT	ST-JEAN-EUDES	ST-MATHIAS
Population de 15 ans et plus	5260,0	3050,0	1915,0	1515,0	3275,0
Taux d'activité	50,3	40,0	46,5	58,4	55,0
Rapport emploi - population	40,2	31,0	34,2	45,5	46,7
Taux de Chômage	20,0	22,5	26,4	22,0	15,0
Inférieur à la 9e année	17,7	23,0	19,6	14,2	15,1

On remarque que l'activité générale de la population de 15 ans et plus dans les quartiers est nettement inférieure à la moyenne provinciale, tant au chapitre de la population active, du rapport emploi-population que du taux de chômage. Les écarts dépassent ainsi fréquemment les 15 points de pourcentage. Le recul régional à ce chapitre par rapport au reste du Québec se trouve aggravé dans les quartiers défavorisés alors que le taux de chômage y dépasse les 20% à six reprises. Cela influence également le rapport emploi-population qui est inférieur à la moyenne de l'agglomération. Seuls les quartiers St-Joachim et St-Jean-Eudes s'en tirent avec des taux d'activité supérieurs à la RMR.

Toutefois, il est nécessaire de rappeler qu'il s'agit d'une photographie relativement fiable de la situation de l'emploi dans les quartiers mais qui date de juin 1996. Depuis, ce portrait peut avoir évolué favorablement mais il est impossible de le savoir par secteurs de dénombrement. On doit se reporter à l'enquête mensuelle de Statistique Canada sur la population active pour compléter l'analyse bien que

celle-ci porte sur la RMR uniquement. Ainsi pour l'année 1997, il faut savoir que la situation de l'emploi dans la RMR était l'une des plus difficiles non seulement au Québec mais au Canada. L'agglomération de Chicoutimi, Jonquière et La Baie affichait l'un des taux de chômage les plus élevés au Canada avec Trois-Rivières et St-John's, Terre-Neuve, soit 13,3 %, et les taux d'activité et d'emploi les plus bas au pays avec respectivement 55,8 % et un maigre 48,4 % (Statistique Canada, 1998). Par ailleurs, si on prend les plus récentes statistiques disponibles, on apprend que pour la moyenne mobile de trois mois se terminant en novembre 1998, la RMR compte 2,500 emplois de plus qu'à pareille date l'année précédente. Bien qu'il s'agisse surtout de nouveaux emplois à temps partiel, le taux de chômage glisse ainsi à 10,4%, soit le plus faible niveau enregistré en dix ans pour cette période de l'année (DRHC, 1998).

Du côté de la formation de base, la proportion de personnes n'ayant pas atteint la neuvième année de scolarité montre que la majorité des quartiers concernés accusent un recul important à ce niveau par rapport au reste de l'agglomération. Trois quartiers seulement ont des taux plus bas que la moyenne québécoise. Par rapport à la RMR qui affiche une meilleure performance que le reste du Québec, seul St-Jean-Eudes se démarque. Le nombre de personnes ayant neuf années de scolarité ou moins est donc important dans les quartiers plus défavorisés qu'en moyenne dans la RMR. Dans plusieurs quartiers, le nombre de personnes qui n'ont pas une formation suffisante représente une caractéristique sociale particulière.

2.2.3 Le revenu

Le portrait du revenu moyen des particuliers et des ménages nous permet de mieux saisir l'ampleur de la pauvreté dans les quartiers défavorisés de l'agglomération de Chicoutimi-Jonquière.

Toutes classes de population confondues, la RMR et les quartiers plus défavorisés de Chicoutimi-Jonquière accusent un retard au niveau du revenu par rapport au Québec. Même si l'écart est peu significatif avec la RMR et les quartiers de St-Jean-Eudes et St-Mathias, il s'agit d'un retournement par rapport à 1991. En effet, le revenu moyen des ménages dans la RMR est maintenant sous la moyenne québécoise, passant de 41,300 \$ à 40,914 \$ entre 1991 et 1996

alors que la moyenne québécoise s'élève maintenant à 42,229\$ contre 40,820 en 1991.

Tableau 2.4 Revenu

QUARTIERS	QUÉBEC	RMR	RACINE	ST-JOACHIM	ST-ANTOINE	ST-PAUL-APÔTRE	ST-LUC
Population 15 ans + Revenu moyen (\$)	23198	22675	14581,3	17801,7	16991,4	15950,4	18242,7
Ménages, revenu moyen (\$)	42229	40914	21895,0	29641,0	28763,2	24485,4	33276,2

QUARTIER	KENOGAMI	ST-DOMINIQUE	ST-LAURENT	ST-JEAN-EUDES	ST-MATHIAS
Population 15 ans + Revenu moyen (\$)	19204,7	14813,6	15760,0	20858,3	22553,2
Ménages, revenu moyen (\$)	32721,4	23658,4	24953,8	36318,8	40631,0

L'écart est encore plus grand lorsqu'on compare l'agglomération de Chicoutimi-Jonquière avec les autres régions métropolitaines de recensement au Canada. De toutes les RMR, celle du Saguenay a le taux moyen de revenu le plus faible après Trois-Rivières et Sherbrooke (Statistique Canada, 1997c). La situation est encore plus dramatique si on prend pour base la famille économique qui correspond davantage à la définition de la famille traditionnelle. En dollars constants de 1995, le revenu de ce type de familles a chuté de 8,1% entre 1995 et 1990 pour s'établir à 46,656 \$, soit le taux moyen le plus bas au Canada. À titre de comparaison, il était d'environ 47,200 \$ à Sherbrooke et à Trois-Rivières (Statistique Canada, 1998b). La récession, l'augmentation du chômage et la réduction de la population de même que les changements dans la composition des ménages sont responsables sans doute de cette situation. Encore une fois, ces chiffres montrent à quel point le dynamisme économique de l'agglomération est moins grand par rapport au reste du Québec, lui-même à la traîne de la moyenne canadienne.

Que dire alors de la situation dans les quartiers centraux où les particuliers reçoivent moins de 70% du revenu provincial moyen? Concernant le revenu

moyen des ménages, il est inférieur à la moyenne provinciale et à celle de la RMR. Les ménages des quartiers centraux et de St-Paul retirent à peine 60% du revenu moyen des ménages québécois. Seul le quartier St-Mathias arrive à maintenir une moyenne comparable de revenu par ménage au reste du Québec suivi de St-Jean-Eudes mais dont l'écart est d'environ 4000 \$.

2.2.4 Les femmes et les jeunes

Notre tour d'horizon de la situation socio-économique des quartiers serait incomplet si on négligeait d'aborder les dimensions liées au sexe et à l'âge, plus précisément les jeunes. Comme le montre le tableau suivant, on note des différences appréciables entre les hommes et les femmes au chapitre de l'activité comme du revenu que ce soit au Québec, dans la RMR ou dans les quartiers.

À l'échelle du Québec et de la RMR, la participation des femmes au marché du travail et leurs revenus sont toujours inférieurs aux niveaux correspondants chez les hommes. Ainsi, le taux d'activité des femmes dans la RMR représente tout juste les deux tiers de celui des hommes alors que le rapport des revenus atteint à peine 50%. Dans les quartiers, on note une différence du même ordre entre hommes et femmes pour ce qui est du taux d'activité moyen. Le rapport emploi-population dans les quartiers visés montre la faible participation de la main-d'œuvre féminine au marché du travail.

Mais dans le cas du revenu, si les femmes ont en moyenne un revenu généralement inférieur à la province et à la RMR, l'écart avec les hommes varie en fonction de la participation au marché du travail. Ainsi, dans les quartiers où l'on travaille moins, soit les deux centres-villes (Racine et St-Dominique) et St-Paul, l'écart entre le revenu moyen des hommes et des femmes est le plus faible, de l'ordre du tiers environ. Au contraire, l'écart de revenu augmente lorsque la population d'un quartier est plus active sur le marché du travail.

Tableau 2.5 Emploi des femmes et des jeunes

QUARTIERS	QUÉBEC	RMR	RACINE	ST-JOACHIM	ST-ANTOINE	ST-PAUL-APÔTRE	ST-LUC
Hommes de 15 ans et plus							
Taux d'activité	70,5	68,5	53,3	69,1	64,2	53,4	70,3
Rapport emploi - population	61,9	59,4	40,2	53,5	54,7	42,7	57,2
Taux de Chômage	12,3	13,2	23,9	22,0	15,8	18,2	18,6
Femmes de 15 ans et plus							
Taux d'activité	54,6	47,7	36,7	49,6	35,4	36,4	43,0
Rapport emploi - population	48,5	41,2	29,5	42,3	30,9	28,1	37,7
Taux de Chômage	11,2	13,6	21,3	13,8	10,9	22,7	12,3
Population de 15-24 ans							
Taux d'activité	54,3	45,9	54,1	55,9	42,6	40,0	41,3
Rapport emploi - population	44,0	34,6	42,2	47,1	32,8	37,5	39,1
Taux de Chômage	19,0	24,4	25,4	15,8	23,1	25,0	21,1

QUARTIERS	KENOGAMI	ST-DOMINIQUE	ST-LAURENT	ST-JEAN-EUDES	ST-MATHIAS
Hommes de 15 ans et plus					
Taux d'activité	64,0	52,2	60,3	67,8	64,7
Rapport emploi - population	50,3	40,9	44,7	51,3	56,1
Taux de Chômage	21,1	22,2	25,0	25,2	12,4
Femmes de 15 ans et plus					
Taux d'activité	37,4	30,0	34,3	48,3	46,6
Rapport emploi - population	30,3	23,1	24,5	40,4	37,9
Taux de Chômage	18,6	22,0	28,6	16,4	17,5
Population totale de 15-24 ans					
Taux d'activité	42,8	35,9	37,1	50,8	45,9
Rapport emploi - population	28,3	24,3	21,0	30,5	33,0
Taux de Chômage	32,5	32,4	43,5	43,3	28,0

Du côté des jeunes, leur situation sur le marché du travail est généralement plus difficile dans les quartiers qu'au Québec, sauf dans le cas de St-Joachim où le dynamisme des jeunes travailleurs surprend. En revanche, la situation est plus nuancée par rapport à l'agglomération. À cette échelle, plusieurs quartiers font bonne figure de sorte que le rapport emploi-population des jeunes est supérieur dans quatre des cinq quartiers de Chicoutimi. Par contre, le chômage chez les jeunes résidents des quartiers défavorisés de Jonquière semble plus grand qu'à Chicoutimi. L'activité des jeunes sur le marché du travail est généralement sensible à la conjoncture de l'emploi. Une proportion plus grande de jeunes préfèrent fréquenter l'école en période de récession comme ce fut le cas après 1991. Toutefois, cette situation semble beaucoup plus longue dans la région et dans la RMR qu'ailleurs en province (Lachance, 1998). C'est ce que semblent confirmer les taux de jeunes ne fréquentant pas l'école dans la RMR (23,9%) et ceux de la province (30,9%).

Tableau 2.6 Revenu des femmes et des jeunes

QUARTIERS	QUÉBEC	RMR	RACINE	ST-JOACHIM	ST-ANTOINE	ST-PAUL-APÔTRE	ST-LUC
15 à 24 ans, revenu moyen (\$)	6562,6	8554,0	6476,8	6067,4	5713,4
Femmes, revenu moyen (\$)	17836,0	15630,0	12250,5	13114,9	11591,3	13588,2	15508,9
Hommes, revenu moyen (\$)	28436,0	28968,0	17182,9	22391,3	22378,3	18319,1	21072,4

QUARTIER	KENOAGAMI	ST-DOMINIQUE	ST-LAURENT	ST-JEAN-EUDES	ST-MATHIAS
Hommes, revenu moyen (\$)	24581,1	18246,1	19374,1	27165,1	28485,9
Femmes, revenu moyen (\$)	13413,5	11651,0	12137,6	13820,2	16150,0
15 à 24 ans, revenu moyen (\$)	5552,0	5474,1	6680,1	5844,4	5827,1

Au chapitre du revenu moyen, celui des jeunes de 15 à 24 ans est nettement inférieur au revenu moyen des adultes de l'agglomération. Cette situation peut

s'expliquer par la forte relation de dépendance à l'égard de la structure familiale. Beaucoup de jeunes de cet âge sont toujours dépendants de l'unité familiale et leurs revenus sont souvent peu élevés. Les écarts entre quartiers ne sont pas très grands sauf dans le cas de St-Joachim qui affiche un revenu nettement supérieur à l'ensemble des revenus des 15-24 ans des autres quartiers. À l'échelle canadienne, on note une baisse marquée des revenus des jeunes de plus de 20% entre 1990 et 1995 alors que la baisse pour tous les groupes d'âge est d'environ 6 %. La situation des jeunes est donc fort précaire ici comme ailleurs.

2.2.5 En résumé: les tendances

En résumé, les chiffres du recensement de 1996 regroupés par quartiers naturels indiquent qu'il existe deux grands types de territoires plus défavorisés au sein des villes de Jonquière et de Chicoutimi et qui pourraient, à première vue, commander des interventions différentes. Il s'agit de quartiers dont les résidents sont plus actifs sur le marché du travail et dont la pauvreté relative est davantage liée au manque de travail et accessoirement à la formation. Dans ce premier groupe de quartiers plus ouvriers ou plus actifs, nous retrouvons St-Mathias et St-Jean-Eudes, St-Luc et St-Joachim ainsi que l'ancienne municipalité de Kénogami mais de façon moins marquée.

Dans le second groupe, nous avons identifié des quartiers nettement plus pauvres et aux caractéristiques démographiques et sociales plus hétérogènes. Dans St-Paul et St-Antoine ou encore St-Laurent, la pauvreté est liée au manque de travail, certes, mais les résidents de ces quartiers semblent beaucoup plus éloignés d'un emploi que ceux et celles appartenant au premier groupe. Et pour plusieurs d'entre eux, le travail ne représente pas la seule ni la principale solution à la pauvreté. C'est le cas des deux centres-villes (St-Dominique et Racine) qui semblent poser des problèmes de pauvreté plus délicats dans la mesure où une forte proportion de personnes seules, monoparentales ou de 65 ans et plus y habitent. Ici, on peut présumer que la pauvreté relative découle d'un faible niveau de transfert ou d'un manque de ressources mais pas nécessairement d'un manque d'emplois ou d'une difficulté à trouver du travail. Par ailleurs, la situation des jeunes et surtout des femmes est particulièrement critique au chapitre de l'emploi et du revenu dans presque tous les quartiers. Seul St-Joachim semble épargné par le phénomène en ce qui concerne les jeunes.

Bien sûr, il s'agit de grandes tendances qui ne sauraient masquer le fait qu'on trouve des situations très diverses à l'intérieur des zones concernées. Il faut se méfier d'une généralisation qui commanderait des actions de type social dans les quartiers aux prises avec des problèmes sociaux plus grands alors que les autres quartiers ne nécessiteraient que des actions liées à l'emploi. La réalité sociale est généralement plus complexe que ne le laissent paraître les seules statistiques et le recensement est avant tout un outil permettant de saisir la réalité mais dans une certaine mesure seulement. Toutefois, le portrait socio-économique des quartiers que nous venons sommairement de tracer, avec toutes les difficultés d'interprétation que la manipulation des chiffres peut comporter, représente néanmoins une excellente occasion de cerner les dimensions humaine et spatiale de la pauvreté dans l'agglomération. Reste à voir maintenant comment est perçue la pauvreté chez les personnes pour qui il s'agit d'un enjeu social important et de quelle manière est structurée l'intervention visant à contrer le phénomène. Ces questions, nous avons commencé à les explorer lors d'une première série d'entrevues, le printemps dernier. Il est maintenant temps de voir de quelle manière elles ont été traitées à l'intérieur des *focus groups*.

Chapitre 3- LA RÉPONSE DU MILIEU ORGANISÉ FACE À LA PAUVRETÉ

Le présent chapitre est consacré aux résultats des groupes de discussion (*focus groups*). Nous nous sommes attardés particulièrement aux éléments qui composent la pauvreté telle qu'elle est perçue par les intervenants des différents milieux. Nous avons essayé d'identifier les points communs et les divergences existantes ainsi que les actions ou les solutions à apporter. Ce travail nous a permis de saisir le cadre d'action des intervenants et ce qui oriente leur travail.

Dans la première section, les intervenants et intervenantes présentent leur vision de la pauvreté. Réalité complexe, la pauvreté est abordée de différentes manières. Les catégories touchées par la pauvreté sont identifiées. Dans un deuxième temps, les participants aux groupes de discussion font part des solutions à apporter à la pauvreté. Ces personnes donnent également leur opinion sur le cadre d'intervention dans lequel devraient s'inscrire ces actions. Les opinions sont livrées en vrac mais un résumé des tendances communes aux quatre groupes de discussion est présenté à la fin de chacune des sections.

Le contenu qui suit se veut le reflet des propos tenus par les participants qui, rappelons-le, ont été divisés en quatre groupes distincts. Les deux premiers groupes réunissent des personnes issues du milieu communautaire en fonction du type de services ou activités qu'elles assurent, les unes à caractère social, les autres, davantage liées au développement économique. Il s'agit d'une division effectuée à partir des résultats de l'enquête pré-terrain. Un autre groupe de discussion concerne les personnes appartenant à d'autres secteurs d'activités que le secteur communautaire. Enfin, le quatrième groupe est constitué de gens de tous les horizons, communautaire, public, parapublic, financier ou privé.

3.1. Définition de la pauvreté et personnes touchées

3.1.1 Organisations communautaires à caractère social

Dans ce *focus group*, on retrouve très majoritairement des femmes associées à des groupes offrant des services sociaux. Pour ces personnes, la pauvreté est difficile à définir parce qu'elle prend "toutes sortes de visages". Elle a de multiples facettes. Principalement, la pauvreté est d'abord composée d'éléments plus économiques. Qui dit pauvre, dit manque de ressources ainsi que faible revenu. Dans certains cas, on peut être obligé de partager un logement avec des personnes qui vivent une même situation de pauvreté ou de résider dans un logement en mauvais état. Cela conduit à des déménagements fréquents. La pauvreté peut également être synonyme de faim. Il est alors nécessaire de recourir aux organismes communautaires dans le but de se procurer des ressources alimentaires.

La difficulté à définir la pauvreté réside dans le fait qu'elle est fonction de la société environnante. La société de consommation provoque l'exclusion parce qu'elle ne peut assurer à tous les mêmes services. Pour certains, cela correspond au passage d'une société de production où la pauvreté conduit au dénuement mais où les pauvres ont quelque chose à manger à une société de services et de consommation.

La pauvreté comporte aussi des éléments psychologiques. Pour les participants, l'isolement, le peu d'encadrement des enfants ou le manque d'information occasionnent des problèmes. On ne sait pas toujours s'il s'agit d'une cause ou d'une conséquence de la pauvreté. L'impossibilité d'aller vers l'autre, le rejet, l'insécurité des enfants face à la situation économique des parents et la violence causent de nombreux problèmes. Le manque de loisirs et les problèmes de santé ou encore le sentiment chez les jeunes qu'il n'y a pas d'avenir entraînent également une détresse psychologique. Toutes ces situations provoquent un stress important. Pour les participants, ces difficultés sont plus délicates à résoudre que la simple réponse aux besoins essentiels avec une aide palliative:

«J'ai l'impression que c'est des conséquences qui en engendrent d'autres tout le temps, c'est comme un cercle vicieux pis ça donne l'impression des fois, que le tapis te glisse sous les pieds. C'est parti, tu tombes sur l'aide sociale, tu as moins de revenu, tu t'en vas dans un logement qui coûte moins cher parce que tu n'as plus d'argent pour le payer, il faut que tu aies recours à des ressources au niveau de l'alimentation, tes murs sont moins bien isolés, tu entends le voisin crier, ça fait augmenter ton niveau de stress. Tu sais, c'est comme plein de ... C'est imagé, mais en même temps, c'est comme plein de paliers.

Par ailleurs, on est d'avis que la concentration de la pauvreté dans les mêmes secteurs de la ville tient au fait que les personnes plus pauvres y trouvent certains services et des logements moins chers mais surtout de l'entraide et de la solidarité:

«Les gens qui restent sur la Côte de la réserve ou à St-Paul veulent se trouver un logement-là parce qu'il y a de solidarité, il y a de l'entraide, il n'y a pas de snobisme. »

Toutefois, les personnes plus défavorisées n'entendent pas être identifiées comme pauvres. Il est préférable d'intervenir auprès de l'ensemble de la population de ces quartiers de manière à rejoindre ceux et celles qui y résident et qui sont dans le besoin. Il importe de rappeler que la pauvreté stigmatise l'individu et amène l'exclusion du politique ou du marché de l'emploi parce que ces gens « n'arriveront jamais à performer comme la société le demande ». Pour ce groupe, il existe une différence entre pauvre et personne démunie; les participants et les participantes considèrent que cette dernière a davantage besoin d'aide. Celle-ci n'a pas nécessairement besoin d'argent avant tout mais plutôt de parler, de se faire comprendre, de savoir dans quelle direction aller.

S'il existe une pauvreté qui se transmet de génération en génération ou encore «l'autre pauvreté», celle des jeunes qui ont complété leurs études mais dont l'avenir n'est pas rose ou des personnes qui sont exclues du marché de l'emploi, il ne faut pas oublier leur potentiel et leur capacité de faire des choix et de décider:

«... c'est comme si à quelque part, on voulait, nous, avec nos bonnes intentions, aider les personnes, pis on leur trouve des "tares". En tout cas, on les qualifie de démunis, en oubliant peut-être leur propre potentiel. »

Pour ce groupe, en somme, la pauvreté dérange parce qu'elle met les intervenants et les intervenantes face à des choix de vie divergents. Ces gens dont la tâche est de lutter contre la pauvreté et ses effets pourraient être tentés de décider à la place des personnes auprès desquelles ils interviennent. Il faut éviter ce genre de pratiques et respecter les choix des individus même s'ils sont très différents des leurs:

«...c'est ça, c'est qu'il y a des valeurs positives et négatives, il y a des conséquences positives et négatives, puis il y a nous autres qui voulons souvent aider ou contribuer à quelque chose. On est confronté parce que nous autres même, on n'est pas nécessairement "mindé" sur les mêmes choses. Ça fait que c'est relativement complexe. »

Et malgré une connaissance du terrain et de la problématique de la pauvreté, la définir n'est pas simple:

«... l'incompréhension qu'il y a autour de la pauvreté, mais on a de la misère, on travaille tous avec du monde démuné, ou pauvre, ou exclu, mais on a de la misère à faire une définition ensemble, on a de la misère à s'entendre sur ce que c'est. »

Tous les participants de ce groupe de discussion, sauf un seul qui provient du réseau institutionnel de la santé, offrent des services directs à une population défavorisée. Pour ces personnes, la pauvreté fait partie du quotidien. Leur vision de la pauvreté est très liée à leur expérience de travail. Les jeunes, les familles monoparentales et les femmes de même que les ex-détenus et les personnes âgées constituent des groupes prioritaires d'intervention.

3.1.2 Organisations communautaires à caractère économique

Formé d'intervenants et d'intervenantes travaillant également dans les organismes communautaires, ce groupe aborde la pauvreté sous l'angle des besoins non comblés. Ces organismes, qui réalisent des activités visant l'auto-financement, offrent des services de nature économique à la population défavorisée. Ceux-ci ont identifié trois niveaux de besoins.

Il y a d'abord un premier groupe de besoins plus fondamentaux à assurer comme se loger, se vêtir ou manger. Ensuite, le contact avec les autres à travers une activité sociale, de travail et de formation ou de loisir est également nécessaire. Certains services ou activités relèvent de cette seconde catégorie de besoins. Enfin, la reconnaissance des autres à l'intérieur de la société est importante. La pauvreté n'est pas liée uniquement à la difficulté de boucler ses fins de mois ou à un déficit de scolarité. Si elle signifie une perte du pouvoir d'achat et un inconfort dans une société de consommation et d'achat à crédit, la pauvreté découle également de la difficulté à combler ses besoins essentiels de façon à avoir un bon équilibre mental et un contexte familial agréable. Il y a donc des éléments psychologiques liés à la pauvreté comme l'insécurité, la faible estime de soi et la maladie.

Pour ces organismes, il est difficile de donner une définition exacte de la pauvreté parce que les indicateurs ont changé ou que la pauvreté est plus discrète qu'autrefois. Pour eux, la pauvreté a une connotation très économique. Elle est liée à la difficulté pour les gens de se procurer certains biens individuellement. En même temps, ils reconnaissent que la pauvreté est un problème de société. Un des intervenants fait un lien entre le *néo-libéralisme* et les *néo-pauvres*. Ce sont des personnes exclues de l'économie formelle mais qui ne veulent pas se faire reconnaître comme pauvres. La pauvreté est donc un problème économique et politique:

«Elle ne se personifie pas et c'est un problème de société (...), elle grandit. Il y a des ficelles qui se tiennent à quelque part. Il faut qu'on crée de la pauvreté ... Elle est créée parce qu'il y des systèmes économiques mécaniques et politiques qui font que ça se crée. Autrement dit, c'est la mauvaise répartition des richesses. »

Une autre personne croit qu'en catégorisant la pauvreté, il sera plus facile de trouver des solutions qui s'adaptent à la réalité. On pense, ici, aux aînés, aux jeunes ou aux femmes monoparentales. Les participants considèrent qu'il existe des solutions et que chacun doit agir selon ses moyens:

«On redonne le problème de la pauvreté au communautaire ... Il y en a une partie qui revient au gouvernement, c'est un problème de société, ça appartient à tout le monde. »

Les participants ont identifié les travailleurs saisonniers, les travailleurs dans des emplois fragiles, les travailleurs au salaire minimum, les gens qui sont sur l'aide sociale ainsi que les sans-abri et les jeunes comme groupes prioritaires d'intervention.

3.1.3 Organismes publics, parapublics et privés

À l'instar des participants précédents, ce groupe considère qu'il y a différents types de pauvreté. Elle ne peut être définie dans un cadre restreint parce qu'elle touche à la qualité de vie des individus. Pour ces organismes, il y aurait trois façons d'aborder la pauvreté.

Il y a la pauvreté économique qui se résume à l'incapacité de subvenir aux besoins primaires, c'est-à-dire aux choses essentielles à la vie comme la nourriture et le logement. Mais ce groupe, formé de personnes provenant du secteur public, de l'entreprise privée, des municipalités et du secteur financier, croit que la pauvreté n'est pas seulement une question d'argent. Il existe une pauvreté «accidentelle» provoquée par la perte d'un emploi et dont il est plus facile de sortir. Cette pauvreté, temporaire, est surtout de nature monétaire. À l'opposé, il y a une pauvreté chronique associée à des gens qui «ne s'en sortiront pas». C'est ce qu'on pourrait appeler les *vrais pauvres* qui représentent des personnes incapables culturellement d'utiliser les ressources mises à leur disposition:

«... les "vrais pauvres", ceux dont tu sens vraiment qu'ils sont pauvres, c'est souvent des gens qui au départ, tu auras beau leur donner de l'argent, ils seraient pauvres pareil parce que souvent ces gens-là sont démunis psychologiquement. »

Enfin, il y a une troisième forme de pauvreté, physique et mentale, qui s'inscrit dans un cercle vicieux qui conduit à la pauvreté financière. L'aspect physique de la pauvreté a souvent un impact important sur l'état de santé. Par exemple, un toit convenable et la possibilité de se nourrir correctement sont essentiels à la santé et améliorent le rendement scolaire. Au niveau psychologique et social, la pauvreté conduit rarement à des attitudes positives. Elle se traduit par l'incapacité de se prendre en main et de faire des choix. Il existe des ghettos où on trouve les gens

aux prises avec des problèmes semblables, ce qui nuit à l'intégration à une vie active:

«...la pauvreté c'est le problème, la santé c'est la manifestation du problème, comme cause de dégradation des conditions de vie, tout ça. Le problème fondamental, pour moi, c'est une question d'attitude. Ce sont les individus, les familles qui sont pauvres de génération en génération, ils transmettent à leurs descendants leurs attitudes ... Ça se traduit, pour moi, par l'incapacité de prendre en main sa destinée, de prendre en main son devenir, de faire des choix. C'est des individus qui sont confinés dans une forme d'apartheid social, qui maintient cette... C'est une enclave... sont maintenus dans leur pauvreté par le ghetto ... »

Pour les jeunes, l'incapacité de suivre le reste de la société, en provoquant leur rejet par les autres, a un impact sur le comportement:

«(...) à Chicoutimi particulièrement, il y en a quand même qui sont capables de manger et d'avoir un logement. Mais moi, je pense qu'ils sont pauvres quand même, parce que bon, on est dans une société de consommation où il y a tellement de choses que l'adolescent qui justement n'a pas des espadrilles de cent piastres ou le gilet avec la bonne marque acheté à la bonne boutique, il est pauvre, parce qu'il va être rejeté par les autres. »

Plusieurs causes mènent à la pauvreté. Par exemple, il y a l'analphabétisme, l'alcoolisme, un traumatisme ou une maladie. Pour les participants et les participantes, il y a également un lien très étroit entre la scolarité ou la formation et la pauvreté. Une faible scolarité ferme les portes et confine les gens à la pauvreté:

«Aujourd'hui, qui n'a pas de scolarité, devant le marché de l'emploi, toutes ses portes sont barrées. »

Par ailleurs, confiner les pauvres dans certains secteurs de la ville crée des ghettos et des enclaves qui maintiennent les gens dans une situation de pauvreté. À cet égard, les politiques de construction des HLM sont mises en cause. Ce groupe estime que la difficulté à définir la pauvreté nuit à l'identification des *vrais pauvres*. Il y a des gens qui abusent ou qui ne veulent pas travailler. Ceux-ci doivent assumer leur choix. Par ailleurs, il y a aussi des gens qui n'ont pas les capacités mentales et psychologiques pour être autonomes. Toutefois, si la pauvreté est un phénomène diffus, il faut vaincre la dépendance:

« Une bonne partie des problèmes d'appauvrissement et de pauvreté, avec toutes les nuances qu'on peut y apporter, sont liées à une problématique de dépendance, à tous les niveaux. Dépendance face à l'État, à la grande entreprise ... Plus les centres décisionnels sont éloignés des populations, plus ce phénomène-là est générateur d'écarts sociaux et de disparités. »

Pour ces participants qui, contrairement aux deux groupes précédents, n'oeuvrent pas directement avec la population pauvre, la pauvreté est néanmoins une question de société. Pour eux, la tendance à l'appauvrissement est due à l'écart grandissant entre les différentes classes sociales. Et les principaux groupes touchés par la pauvreté sont les personnes assistées-sociales, celles qui n'ont pas de formation et les démunis au plan psychologique.

3.1.4 Groupe mixte

Contrairement aux précédents, ce groupe vise avant tout à mesurer l'interaction des participants. Réunissant des intervenants et des intervenantes issus de groupes communautaires ou financiers et de regroupements divers comme les syndicats ou associations de marchands, le groupe mixte montre une variété d'opinions relativement à la pauvreté. Encore une fois, les facteurs économiques comme le manque d'argent et l'absence de revenu servent à définir la pauvreté. Ceux-ci empêchent les personnes pauvres de combler les besoins essentiels. D'autres éléments à caractère social sont aussi mentionnés comme étant liés à la pauvreté. La perte et l'absence de statut social sont du nombre. La pauvreté correspond à un état de privation par rapport aux besoins essentiels et les relations sociales. Elle renvoie à la perte d'un statut économique et social.

La pauvreté peut également être définie comme un processus d'appauvrissement. Le chemin vers la pauvreté va souvent de l'assurance-chômage — de moins en moins accessible — à l'obligation de *gagner* son droit à l'aide sociale. Il faut désormais passer par une formation de plus en plus complexe et un accès au marché de l'emploi plus difficile. La pauvreté est également liée à des aspects plus psychologiques comme la perte d'estime de soi, la dévalorisation, l'isolement et la perte de fierté. Tout cela provoque un laisser-aller. La souffrance, la perte d'acquis, l'insécurité et l'inquiétude contribuent à

déstructurer l'individu. La notion de temps perd sa valeur. Lorsqu'une situation de chômage se présente, elle conduit souvent à un appauvrissement des quartiers.

Pour certaines personnes, il y a différents types de pauvreté. Il y a la pauvreté classique mais il y a aussi la pauvreté chronique liée au désengagement de l'État et qui crée un système social à deux vitesses, un pour les riches et un autre pour les pauvres. La détérioration des conditions d'emploi provoque également l'exclusion sociale et ne donne pas le temps aux gens de s'intégrer socialement. Il importe de souligner que la reconnaissance de l'individu et de sa fonction dans la société est en lien avec le milieu de travail. La pauvreté classique conduit souvent à la misère:

«(...) c'est lié à l'argent. La personne n'a pas assez de revenus pour subvenir à ses besoins essentiels.... Cela entraîne l'exclusion sociale puis économique et un état de privation (...) Tu es obligé aussi de te priver au niveau de tes relations sociales (...) Ça a des conséquences sur l'estime de soi parce que tu te sens exclus, à part des autres. Ce qui arrive quand tu n'as pas assez d'argent pour subvenir à tes besoins, tu dois t'en aller dans les comptoirs vestimentaires puis tu es obligé de t'en remettre à ces organismes là pour satisfaire tes besoins. Il y a l'isolement, (...) la dévalorisation parce qu'on est dans une société où la reconnaissance d'un individu est encore très liée à sa fonction dans le milieu de travail. Quand tu n'as pas de fonction au niveau du marché du travail, tu n'es pas considéré, tu es comme exclu, comme marginalisé. »

Par ailleurs, la mondialisation détermine aujourd'hui les règles économiques et elle gagne de plus en plus de terrain. Celle-ci a un impact sur l'emploi et les nouvelles règles déterminent les façons de vivre à des niveaux plus locaux. La pauvreté est un problème global qui comprend des réalités collectives et individuelles et qui a plusieurs visages. Elle a aussi quelque chose de mouvant et de difficile à définir. Cette situation oblige les personnes qui vivent des difficultés à s'en remettre à des organismes pour pouvoir satisfaire leurs besoins. Pour le groupe mixte, les femmes monoparentales, les personnes qui travaillent au salaire minimum, les personnes malades de même que les personnes assistées-sociales ou en chômage et les petits travailleurs à statut précaire sont les plus touchés par la pauvreté.

3.1.5 Points communs

Dans un premier temps, il est intéressant de souligner comment les intervenants et les intervenantes peinent à définir la pauvreté. Elle prend «différents visages» et n'est pas stable. Cette notion est mouvante et est difficile à cerner parce qu'elle est façonnée par le contexte social, économique et politique. Les divers milieux d'intervention et de travail utilisent des termes différents mais souvent synonymes pour parler de la problématique, ce qui complique les choses. De plus, les intervenants glissent rapidement de la pauvreté à l'exclusion et à la misère. Malgré ces difficultés, la pauvreté semble avoir trois dimensions: économique, sociale et psychologique. Il s'agit de dimensions que nous considérons communes aux quatre groupes de discussion.

La pauvreté est d'abord définie par un manque de ressources économiques qui servent à combler les besoins essentiels, à se nourrir, se loger et à se vêtir de façon décente et acceptable. En ce qui concerne les effets psychologiques de la pauvreté, on note des problèmes d'estime de soi, de perte de réseau social et d'isolement. Ces réalités nuisent à l'intégration à une vie sociale active. Pour les participants, cette situation commande des interventions plus structurées et beaucoup de temps. Sur le plan social, enfin, la pauvreté amène l'exclusion et favorise les préjugés. On observe que les personnes pauvres ne participent pas à la vie organisationnelle et sociale et qu'elles ne prennent pas leur place dans la société. Le manque d'études et de formation semblent aller de pair avec la pauvreté. Par ailleurs, il est nécessaire aussi d'avoir des relations sociales. Pour la majorité de nos informateurs et de nos informatrices, la notion de besoins essentiels recouvre un ensemble d'activités à caractère social pouvant aller jusqu'à la participation des enfants à des activités para-scolaires, par exemple.

Deux tendances ressortent donc des groupes de discussion relativement à la responsabilité et l'origine de la pauvreté dans la société québécoise. La première, partagée par l'ensemble des intervenants et des intervenantes, suppose que la pauvreté est avant tout un problème de société. Elle découle d'une mauvaise répartition des ressources attribuable à la mondialisation des marchés et au désengagement de l'État. Cette situation favorise l'accroissement des écarts dans les conditions de travail et les revenus. Par ailleurs, il existe une seconde tendance, minoritaire au sein des *focus groups*, où c'est d'abord à l'individu de

se prendre en charge. Si tous estiment que les gens défavorisés doivent se prendre en main et fournir un effort à la hauteur de leurs moyens, certains sont allés plus loin et ont eu tendance à responsabiliser les individus pour ce qui leur arrive. L'ensemble des groupes rejette cette vision des choses. Ils ne peuvent admettre que le manque de responsabilité des individus soit l'unique cause de la pauvreté. Mais on devra d'abord s'entendre sur cette notion de responsabilité avant de définir une stratégie de lutte contre la pauvreté.

3.2 Les solutions

Un des traits dominants qui ressort des groupes de discussion porte sur la nécessité d'agir pour lutter contre la pauvreté. Tout le monde a été unanime: il faut intervenir pour contrer la pauvreté, il faut agir. On peut donc en déduire que la pauvreté dans l'agglomération n'est pas seulement une réalité statistique mais constitue un phénomène réel peu importe le milieu d'intervention des participants. Toutefois, les solutions et les actions identifiées sont multiples. Elles reposent sur les façons de faire de chaque organisation et sur leur conception de la pauvreté. Autrement dit, s'il y a plusieurs définitions de la pauvreté en fonction des perceptions de chacun, il y a aussi des actions et de multiples stratégies pour en contrer les effets.

3.2.1 Organismes communautaires à caractère social

Sur le plan social, il importe que la pauvreté soit considérée comme une responsabilité de la société dans l'ensemble. Pour le groupe réunissant les organisations communautaires à vocation sociale, tout le monde est concerné par la pauvreté et tous doivent chercher des solutions au phénomène. Ensuite, il faut respecter les choix des personnes quel que soit leur milieu de vie. Il faut accepter que les personnes pauvres vivent dans une culture de l'instantanéité, c'est-à-dire tenir compte du peu d'importance qu'ils accordent à la prévoyance, à leur vie future.

Un autre élément d'une stratégie de lutte à la pauvreté consiste à reconnaître le potentiel des gens et à mettre de l'avant leurs qualités et habiletés. Pour ce faire, il faut établir des relations avec ces personnes et se donner le temps de faire des choses ensemble. Les intervenants ne doivent pas se substituer aux individus

mais les outiller pour qu'ils puissent développer des nouvelles façons de faire. L'objectif consiste à les faire participer au processus:

«... au lieu de savoir faire, c'est peut-être savoir être, avec la pauvreté, qui va nous permettre d'aller plus loin. Là, tu vas respecter les valeurs des gens, les choix aussi... »

Il est important de lutter ensemble afin de changer la situation. Il faut travailler à sensibiliser les organisations publiques à la réalité de la pauvreté et à ce que vivent les personnes défavorisées. Pour y arriver, la confiance et le respect sont nécessaires. Les professionnels de ce secteur d'intervention doivent apprendre à collaborer avec les personnes défavorisées. Ils doivent faire preuve de leadership et créer un rapport de confiance avec eux. Au niveau des municipalités, le développement de services publics municipaux spécifiques dans les quartiers plus défavorisés est envisagé. Aux dires des participants et des participantes, il faut « être dans le milieu avec les gens ».

Il faut également s'assurer que les besoins essentiels soient comblés avant d'enclencher toute intervention. Dans un deuxième temps, il est alors plus facile de briser l'isolement en créant un réseau social et en travaillant sur l'estime de soi. Il s'agit d'outiller la personne pour qu'elle parvienne à réaliser les buts qu'elle s'est fixés et de lui redonner de l'emprise sur sa vie. Par la suite, on peut alors faciliter l'accès à l'emploi lorsque cela convient aux personnes visées.

Au niveau des actions globales, il faut contrer les inégalités et le faire à divers niveaux tout en maintenant la solidarité avec les autres groupes de la société:

« Il y a des actions individuelles qui aident la personne à s'en sortir, ben correct. Il y a des actions individuelles qui mènent à des actions individuelles qui mènent quelqu'un à militer avec les autres dans la rue, ou à revendiquer les affaires pour que ça change, au niveau social, au niveau de notre société. C'est le pallier qui est incontournable. Si on veut que la pauvreté arrête, faut que la société change. Faut qu'il y ait des choix qui se fassent. Pas de choix de société, on n'arrête pas la pauvreté; ça va continuer, encore de plus belle. »

Les organismes communautaires ont développé une culture d'entraide et de solidarité. Ils ont comme objectif d'utiliser le mieux possible les ressources disponibles. C'est leur force. Toutefois, les participants reconnaissent que les

groupes communautaires n'ont pas beaucoup de temps pour le développement. Le travail quotidien, souvent sous forme d'aide palliative, prend le dessus sur les autres activités visant à lutter contre la pauvreté:

« On est confronté comme intervenant social, à deux choix: la contrer, puis je dirais la soulager, à quelque part. On est toujours interpellé plus par le soulagement... »

Une action plus globale de développement implique de travailler à développer une conscience sociale, à faire en sorte que la pauvreté soit une responsabilité sociale. Il est également important de travailler sur les fondements et les causes de la pauvreté qui ne relèvent pas des individus. En ce qui concerne la concertation, elle est considérée comme un moyen de développer des outils efficaces et de favoriser l'échange en autant que les responsabilités des acteurs soient clairement définies. Elle peut être également une excellente occasion de prendre position sur les enjeux de la pauvreté.

3.2.2 Organismes communautaires à caractère économique

Pour ce groupe, la pauvreté est un problème global auquel il n'y a pas une seule solution mais plusieurs. Les principes de coopération, de concertation, de solidarité et d'entraide doivent servir de base à l'intervention. L'approche par le bas doit être aussi privilégiée de façon à définir les véritables besoins des gens avec eux et non imposer des politiques sans lien avec la réalité locale.

Pour les participants, il faut travailler en particulier sur la question de l'emploi. Le salaire minimum et les conditions d'emploi ainsi que l'écart entre les salaires doivent faire l'objet d'une attention spéciale. De plus, il est important de développer l'emploi qui apporte aux gens le plaisir de travailler. Créer des réseaux d'entraide et favoriser l'entrepreneurs collectif favoriseraient, selon les participants, la confiance en soi. Il faut sensibiliser les personnes et trouver des moyens de cheminer avec eux:

« ... faut faire travailler les gens, ben oui. Faut faire travailler les gens, c'est juste ça. Ça réglerait bien de problèmes. Créer trois mille emplois demain matin, tu verrais. Moi, je diminue de moitié et la soupe populaire aussi. »

Pour ce qui est de la concertation, nos informateurs et informatrices reconnaissent qu'il est plus facile d'œuvrer avec les gens qui parlent un langage commun. C'est pourquoi, il est plus facile pour des intervenants communautaires de travailler avec des gens du même secteur malgré certaines divergences. Par ailleurs, les personnes oeuvrant dans l'appareil public doivent tenter de mieux comprendre la culture et le mode de fonctionnement de ces groupes ce qui leur permettrait également de mieux saisir la réalité des personnes pauvres. Pour parvenir à s'entendre, la concertation est essentielle mais il faut pouvoir se dire les *vraies* choses, ce qui n'est pas toujours possible. Avec de la volonté, on peut faire tomber les préjugés et réaliser des actions. De plus, des collaborations plus fructueuses découleraient d'une meilleure définition des rôles de chacun et permettraient de réaliser certains projets sans que les groupes aient l'impression que les fonds publics consacrés aux actions soient dilapidés plus souvent qu'autrement.

S'il faut des solutions à court terme et de niveau local, il faut en même temps concevoir et agir au niveau national et international. Il faut être solidaire mais les solutions ne doivent pas venir seulement du communautaire:

« On a les lunettes de nos pieds. On est tous un petit peu tendancieux, à quelque part. Va falloir se le dire. Parce qu'au bout de ça, il y a du monde. Ce n'est pas nous autres l'homme pauvre. Il y a du monde qui souffre. Il y a un problème de société et c'est ensemble qu'il faut faire. »

3.2.3 Organismes publics, parapublics et privés

Pour ces personnes, il est important de revenir aux valeurs de base et de redonner ce qu'on a reçu. Une action comme le parrainage illustre bien ce principe de partage. Il faut également donner des outils aux gens pour qu'ils apprennent à s'en sortir sans pour autant laisser la solidarité aux organismes communautaires ou étatiques sous prétexte qu'eux seuls s'occupent de la pauvreté.

Les actions doivent viser l'éducation qui augmente substantiellement les possibilités d'accéder au marché de l'emploi. Il faut aussi faire de la prévention, c'est-à-dire travailler sur le décrochage scolaire et ce, dès le niveau primaire et valoriser la culture scientifique. En ce qui concerne la formation professionnelle,

il faut faire l'arrimage avec les besoins du marché. Dans le contexte de l'économie d'aujourd'hui, il faut enseigner le *savoir-être*, aider les gens à développer leur polyvalence, leur sens du travail d'équipe, de la flexibilité et de l'adaptabilité.

Par ailleurs, il faut travailler à créer des emplois avec des revenus suffisants:

« Il y a l'emploi, je pense que ça, c'est primordial, de vraiment créer des emplois. Et pas juste des emplois pour des emplois, mais des emplois qui donnent des ressources monétaires suffisantes pour avoir un niveau de vie qui soit décent ... »

Il faut chercher des investissements et développer l'entrepreneurship, l'épargne, le capital de risque et des projets innovateurs. Concernant l'économie sociale, elle est perçue comme une solution à la pauvreté mais elle doit être encadrée. Par exemple, il est suggéré de créer des coopératives d'habitation mixtes regroupant de personnes en emploi et des gens qui ont moins de ressources économiques dans le but de favoriser la participation. Ces formules représentent une façon de maintenir les gens actifs. L'aide palliative qui assure les biens essentiels pour les personnes dans le besoin est nécessaire et doit continuer. Mais la sensibilisation et le changement des perceptions et des attitudes sont tout aussi essentiels. Le développement communautaire et l'action collective peuvent modifier les choses.

Un projet de société qui propose d'améliorer les politiques sociales, qui force les politiciens à offrir des mesures plus équitables et qui remet en question les mécanismes d'appauvrissement est souhaitable. Il faut mettre de l'avant des projets structurants:

« Une façon de briser le cercle de la pauvreté, c'est de prendre position contre des mécanismes qui nous appauvrissent ... »

Dans ce contexte, la concertation dont le but est de faire émerger une vision commune et de répartir les responsabilités a une importance très grande. Le leadership est également essentiel. Toutefois, il faut éviter que cela ne débouche sur aucune proposition concrète. Ou encore, que l'absence de solutions durables à la pauvreté ne donne aux intervenants et aux intervenantes le sentiment de travailler à vide au plan local. Par ailleurs, il existe une volonté claire de la part des grandes entreprises de devenir des partenaires actifs dans la lutte à la pauvreté. Des moyens financiers ont été mis à la disposition des différents

intervenants régionaux mais ces entreprises aimeraient que les actions de développement soient mieux coordonnées et que des priorités soient établies.

Enfin, des solutions viables et durables viendront plus facilement si la volonté de faire et la volonté politique existent:

« Il faut essayer de pousser les décideurs, ils sont responsables, ils sont imputables des décisions qu'ils prennent, et moi, je leur remets une très grande responsabilité.

(Il faut intervenir) à cause des coûts que ça entraîne, l'appauvrissement. Maintenant, c'est pas vraiment la solution. Je pense que ça va passer par un projet de société. Parce que, dans le fond, (il faut) changer notre paradigme qui est concentré sur l'emploi.

Les gens ont été consultés, il a émergé une vision commune avec des actions communes qu'on devait faire où les responsabilités étaient partagées. C'est ça qui s'est fait, qui a fait qu'on était capable de revitaliser le centre-ville ... Il faut que les gens se sentent partie prenante de ça, qu'ils soient concernés. Qu'on arrête de segmenter, qu'on dise: bon pour contrer la pauvreté cette année, on va s'occuper de l'éducation, l'année prochaine on s'occupera de l'emploi, ... Faut que tu fasses tout en même temps, que tu brises le ghetto, que tu favorises la création de réseaux... Il faut que tu travailles sur la prévention du décrochage, que tu favorises la création d'emploi. C'est tout en même temps, sinon ça ne peut pas marcher. »

3.2.4 Groupe mixte

L'ensemble des participants et des participantes croient que les solutions doivent être axées sur la personne mais il faut en même temps travailler sur le plan collectif. C'est d'abord à la personne de se prendre en charge et le gouvernement a la responsabilité de favoriser cet engagement. Mais la pauvreté doit être abordée de manière globale. Il s'agit d'une problématique large et les solutions seront plus faciles à identifier si les causes de la pauvreté se rattachent à ce cadre global. Les participants estiment ainsi que le développement d'une conscience sociale pourra stimuler la création d'emplois. Le slogan « penser globalement et agir localement » est encore très actuel pour ces participants.

En ce qui concerne les actions, des projets mobilisateurs et innovateurs auront des retombées positives pour les gens. Pour cela, il faut cibler des secteurs, faire de la planification et favoriser la circulation de l'information. L'éducation et la formation professionnelle sont importantes. Les politiques doivent être coordonnées et le lien avec les besoins du marché de l'emploi doit être établi. De plus, les gens doivent reconnaître les valeurs de solidarité et l'entraide. Il faut favoriser la concertation entre l'entreprise, les syndicats et le secteur communautaire en s'assurant que ces organismes aient des buts communs, ce qui n'est pas chose facile selon nos informateurs. Pour que cette démarche réussisse, deux stratégies sont possibles. D'un côté, on peut regrouper les intervenants qui ont des intérêts communs et de l'argent. De l'autre, on adopte la vision de la concertation « comme un mal nécessaire » où les secteurs privé, communautaire et des affaires sont interpellés jusqu'à ce que le but soit atteint. Dans les deux cas, il faut développer un langage commun, ce qui implique une ouverture à l'autre:

« Je trouve qu'on a des visions différentes, on ne s'entend pas sur les mêmes termes puis sur les mêmes causes. Je crois qu'il y a une gros travail à faire là-dessus, pour que tout le monde ait un langage commun parce que sinon, on va continuer à dénoncer la pauvreté mais chacun à sa façon, avec des moyens différents.

(...) je pense qu'il y a tout un mythe de la concertation ici comme productrice de développement économique, comme productrice de partage des richesses, comme productrice de projet concret puis tout ça mais je ne vois pas de bilan de cela ...

Je pense qu'il faut peut-être atterrir avec des intervenants qui ont plus d'intérêts communs, je pense que ça peut être porteur. »

Quelques intervenants semblent sceptiques par rapport à la concertation. Pour réussir, elle doit provenir du milieu et l'État ne peut l'imposer:

« Je pense que c'est un mal nécessaire mais le problème, ce n'est pas la concertation. On y va avec des intérêts divergents puis quand ton intérêt est satisfait, tu t'en vas (...) Ce qui est important quand il y a du développement, quand on met des intérêts différents là, des fois on n'a pas de chance, c'est comme si la convergence était le but ultime. On oublie que ce n'est pas ça le but, ce n'est pas de se parler le but, le but est d'arriver à lutter concrètement contre la pauvreté. Moi, je pense qu'il faut prendre le mal nécessaire de d'asseoir ensemble, il faut apprendre à rester ensemble en interpellant le privé, le communautaire, les business,

tout ça. En s'interpellant jusqu'à ce que notre but soit atteint et non pas faire l'exercice pour le faire même avec toute la bonne volonté qu'on peut avoir.

Je suis un peu sceptique dans le contexte que se fait la concertation. Je trouve que c'est un peu artificiel, dans le sens que ... Ce n'est pas nécessairement venu des intervenants du milieu. C'est comme les gouvernements qui ont dit: Bon! Vous vous assoyez ensemble puis vous vous concertez. »

Les intervenants reconnaissent les limites d'une telle démarche parce que les animosités, les façons de faire et les buts à atteindre diffèrent et nuisent au véritable processus de concertation. Au niveau des actions, plusieurs présentent des alternatives intéressantes pour contrer la pauvreté. D'abord, il faut agir localement avec les gens d'un quartier dans le but de recréer un réseau d'entraide et redonner un peu de dignité dans la mesure où cela a une incidence directe sur l'estime de soi. Il faut réaliser la plus petite action possible:

« Il y a des gens qui ont besoin qu'on agisse avec eux. L'expérience du fonds d'entraide communautaire démontre comment recréer un réseau d'entraide avec des gens qui vivent des désillusions, qui vivent la pauvreté, redonner un peu de dignité à ces personnes de par leur capacité à agir. Oui, on agit, ça presse, ça urge. »

Par ailleurs, il faut aussi se *révolter*, dénoncer, lutter contre la privatisation du réseau de la santé et des services publics. Il faut travailler à une répartition équitable des fonds publics et dénoncer les divers abus du système. Dans un cadre plus global, la question du partage des richesses et des bénéfices des grandes entreprises doit être soulevée. Il faut revoir les structures et réglementer la mondialisation. L'État doit de nouveau investir dans les programmes sociaux, la santé et l'éducation. Enfin, il faut pouvoir financer non seulement les organismes de service ou de développement de l'emploi mais également les organismes communautaires de défense collective:

« Alors on parle d'une pauvreté structurelle établie, (qui est là) pour rester à cause de tous ces changements. Je pense qu'il faut arrêter de voir des petites solutions chacun dans notre patelin mais il faut tout questionner, tout ce qui amène cela. Pas juste au niveau régional, national, c'est même au niveau mondial. »

3.2.5 Points communs

Deux tendances se dégagent concernant les actions. En premier lieu, il faut travailler avec les gens dans le cadre d'actions très locales et ciblées qui respectent le choix des individus. L'objectif de telles actions consiste à redonner confiance en soi et à permettre aux gens de se développer à un niveau sur lequel ils ont une réelle emprise. De l'autre, il faut réaliser des actions qui visent davantage le monde politique et le pouvoir décisionnel, ce que les participants appellent « travailler sur les fondements ».

Par ailleurs, la création d'emplois et la concertation sont les éléments principaux d'une stratégie visant à contrer la pauvreté. Cela doit se faire dans un cadre de solidarité où chacun a son rôle à jouer et partage la responsabilité de cette situation. La coopération constitue un moyen de réunir création d'emploi et solidarité. Et si l'emploi contribue à réduire la pauvreté, il faut au préalable s'assurer de l'existence d'un réseau social et améliorer la confiance des personnes défavorisées.

Différents niveaux d'intervention doivent être mis en œuvre simultanément afin que les actions donnent un résultat optimal. Il faut également réfléchir à la mise en place d'un nouveau projet de société misant davantage sur l'éducation, la création d'emploi avec des revenus suffisants ainsi que sur la concertation. Ce qu'on appelle le *développement par le bas*, c'est-à-dire des actions proches des gens et avec eux, représente l'approche privilégiée par l'ensemble des participants. Le but est d'agir et de mener à terme des actions concrètes, le tout dans un souci de solidarité.

L'éventail des opinions exprimées est large et représente bien la diversité d'analyse des personnes invitées à nos rencontres. Les diverses approches et les cadres d'intervention qui ont été identifiés orientent les actions proposées. Il faut créer de l'emploi, jumeler l'école et le marché de l'emploi mais il faut aussi travailler à un projet de société en utilisant comme moyen la concertation. Malgré les difficultés exprimées, ce mécanisme reste encore la meilleure façon de faire qui permette l'échange et l'émergence de la solidarité nécessaire à la lutte contre la pauvreté.



Chapitre 4- PLAN D'ACTION

L'objectif de la première phase de ce projet de recherche et d'intervention consistait à porter un diagnostic sur la pauvreté dans l'agglomération de Jonquière et de Chicoutimi. Le portrait statistique des quartiers, l'enquête pré-terrain et les *focus groups* ont fourni un certain nombre d'indications qui relèvent de cette réalité. On l'a vu précédemment, la situation objective de la pauvreté dans l'agglomération de Chicoutimi et de Jonquière et dans l'ensemble de la RMR est très préoccupante. Elle l'est d'autant que les gouvernements sont beaucoup moins en mesure, aujourd'hui, d'intervenir directement à l'aide des outils et programmes utilisés traditionnellement pour soutenir le développement. L'État et une bonne partie de la société misent davantage sur les individus et les régions, avec les moyens dont ils disposent, pour se développer.

Dans une agglomération comme celle de Chicoutimi-Jonquière qui est l'une des plus mal en point économiquement au Canada et où l'exode des individus se poursuit irrémédiablement depuis des années, le défi est énorme. C'est bien de vouloir développer des expertises et de chercher un avantage comparatif en comptant d'abord sur ses propres moyens mais la question est de savoir si cela est même possible compte tenu de l'écart qui sépare bon nombre de personnes pauvres d'un minimum d'autonomie, de compétences ou d'un emploi. Et ce, en supposant qu'une fois l'adaptation de ces personnes réussie, le secteur privé investisse massivement dans l'agglomération et que le chômage recule substantiellement. Au terme de cette première phase de recherche, nous croyons qu'en dépit de ces difficultés, une stratégie de développement visant spécifiquement à contrer la pauvreté est possible. C'est pourquoi nous recommandons d'aller de l'avant dans le cadre d'une phase 2 plus pro-active.

Avant de déterminer les modalités de mise en œuvre de cette seconde partie du projet, il importe de répondre à une première question: quelle est la perspective de la phase 2? Nos propositions relatives à la mise en œuvre de projets concrets s'incrivent-elles dans une stratégie plus large de développement? Peut-on tenir compte des nouvelles contraintes de l'économie mais également des potentialités

des gens concernés? Ou bien se contente-t-on de proposer des projets qui, dans leurs effets, permettent de soulager la misère sans pour autant permettre aux individus de sortir de façon durable de la pauvreté?

À notre avis, une perspective plus large doit être proposée. Le problème ne tient pas à l'inaction en matière de lutte à la pauvreté mais vient plutôt d'un manque de concertation et de stratégie d'ensemble qui nuisent à l'efficacité des actions. Même si les solutions doivent conserver des couleurs différentes selon les villes, les groupes ou les quartiers, notre étude montre un besoin de rationalisation. Nous croyons qu'en misant sur la concertation, il est possible de valoriser le leadership du milieu et de définir un cadre stratégique notamment à partir de la présente étude. Il faut aussi promouvoir un plan concerté d'actions et fournir un cadre permanent d'évaluation des initiatives. Et quelle que soit la perspective retenue, il importe de travailler à renforcer l'autonomie des individus et leur sens de l'initiative afin qu'ils profitent mieux des perspectives offertes par l'économie libéralisée ou plus fondamentalement pour permettre aux personnes défavorisées de se considérer à nouveau comme des citoyens et des citoyennes responsables. Nous croyons fermement que le travail de réflexion et les projets retenus doivent aller dans ce sens.

Afin de définir un plan d'action, nous proposons d'abord d'examiner les possibilités qui s'offrent à nous comme cadre d'intervention et qui s'inspirent d'expériences menées ailleurs. En second lieu, en se basant sur les données que nous avons recueillies jusqu'ici, nous proposons un plan d'actions concrètes. Enfin, nous ferons part d'un certain nombre de recommandations concernant la suite du projet.

4.1 Cadre de plan d'action

L'une des choses que nous retenons de ce travail est la variété des solutions qui s'offrent aux intervenants en matière de lutte à la pauvreté. Mais pour des motifs évidents d'efficacité, certains choix stratégiques doivent être faits. L'idée de départ de cette recherche voulait qu'il soit possible à l'échelle de l'agglomération de Chicoutimi et de Jonquière de lutter contre la pauvreté en misant sur le développement, économique et social, et sur un renforcement de l'autonomie des

gens. Nos propositions s'inscrivent donc à l'intérieur de ce cadre stratégique. Compte tenu de ce choix conceptuel, trois approches de lutte à la pauvreté expérimentées ailleurs sont possibles: une approche palliative, territoriale et une approche thématique.

4.1.1 L'approche palliative

La première approche, que nous rattachons au Chantier de l'économie sociale (1996), vise essentiellement à répondre, à moindre coût, à l'accroissement de la pauvreté tout en espérant générer de l'activité. Si nous soulignons sa présence, c'est que cette stratégie de lutte à la pauvreté fait partie du plan québécois de soutien au développement des régions. L'approche repose sur le fait que la dualisation de l'économie et la redéfinition du rôle de l'État augmentent la demande de services destinés aux pauvres ou aux collectivités appauvries en créant les fameux « gisements d'emplois » de l'économie sociale. Comme il s'agit d'emplois peu spécialisés ou pour lesquels une formation sommaire est suffisante, l'idée du Chantier consiste à appairer ces nouveaux emplois de service et les nombreux exclus du travail productif qui se retrouvent en chômage. On fait donc d'une pierre deux coups. On réussit malgré la réduction des transferts et le retrait de l'État d'une foule d'activités à soulager la pauvreté croissante tout en faisant travailler les exclus. C'est ce qu'on peut appeler «mettre les pauvres au service des pauvres» à travers un double processus d'autonomisation des collectivités locales qui passe par une privatisation des services sociaux.

Si cette solution de rechange aux politiques keynésiennes et beveridgiennes est pour plusieurs bienvenue dans une région où les taux de chômage et de pauvreté demeurent élevés, elle ne crée pas vraiment de richesse et est fort éloignée de l'adaptation recherchée à la transformation de l'économie. Comme le soulignent à juste titre Shragge et Fontan (1996:19) à propos des limites de l'insertion mais dont l'opinion s'applique à la nouvelle économie sociale:

« Ces constats nous font dire que le travail d'insertion, (...) ne peut freiner à lui seul la montée du chômage d'exclusion et du chômage de masse. Là n'est d'ailleurs pas sa fonction. Pour freiner la montée du chômage de masse et pour ramener le chômage à un taux socialement acceptable, il faut compter sur une mobilisation des forces vives de la société afin d'agir sur les structures même de cette dernière. Advenant une telle mobilisation, *il devient possible de penser la définition d'un nouveau pacte social, reposant moins sur des mesures cosmétiques*

de relance de la croissance que sur des mesures réelles de redéveloppement des territoires. » (Nos soulignés)

Dans la mesure où le soutien à l'action communautaire vise d'abord à soulager la misère et à venir en aide aux démunis ou aux chômeurs en prenant le relai de l'État, il importe de reconnaître les effets réels de projets proposés dans le cadre de l'économie sociale et qui ressembleraient à «des mesures cosmétiques de relance» plutôt qu'à une véritable stratégie de développement. Cette situation explique sans doute pourquoi la question de l'économie sociale a été à peu près ignorée des personnes rencontrées dans le cadre de cette recherche. Les intervenants communautaires ont plutôt parlé de partage de la richesse et de création de «véritables emplois» rejoignant ainsi les gens des autres secteurs davantage sensibles à la création de richesse comme moyen de lutte à la pauvreté. Même si les fonds destinés à l'économie sociale sont importants et utilisés largement par les groupes communautaires, cette stratégie de lutte à la pauvreté issue du Sommet économique québécois de 1996 ne semble pas représenter une alternative durable de lutte à la pauvreté.

4.1.2 Deux approches de développement plus efficaces

Les deux autres approches que nous proposons offrent davantage d'intérêt du point de vue de l'efficacité et de la réduction à long terme de la pauvreté. Elles sont complémentaires, chacune permettant d'envisager le développement de l'agglomération dans une perspective plus large sans pour autant exclure les projets d'économie sociale réintroduits à l'intérieur d'une stratégie plus affirmative.

Approche par quartier

La première, que nous appelons approche par quartier, qui se donne un territoire plutôt restreint et bien circonscrit comme cadre d'intervention. L'idée consiste à définir un espace familier où il est plus facile pour les gens de se prendre en main. N'oublions pas que — comme le confirme la perception que les intervenants ont de la pauvreté — les personnes défavorisées sont non seulement

plus pauvres économiquement mais se trouvent souvent exclues et isolées. Elles sont également moins mobiles en emploi et vivent souvent en vase clos. Il faut briser cet isolement. Le quartier d'appartenance représente une échelle spatiale propice à l'amélioration des conditions de vie à laquelle les résidents prennent une part active comme le montre l'action communautaire dans le quartier St-Paul, l'un des plus pauvres de l'agglomération.

On peut aller encore plus loin et lier développement social et développement économique. L'expérience européenne de revitalisation des quartiers en crise nous en donne un exemple. Les résidents de ces quartiers tentent de s'offrir de meilleurs services qu'ils définissent eux-mêmes et empêchent que leur lieu de résidence ne sombre dans une plus grande pauvreté en créant de l'activité. Ils tentent également d'attirer et de retenir une plus grande part des sommes investies dans le quartier notamment lorsqu'une artère commerciale existe. Une part importante de ce développement découle en fait d'une prise en charge de l'aménagement du territoire. Ces expériences identifient comme élément clé de la réussite d'un projet de développement, le lien étroit devant exister entre l'économie et le social:

« La croissance économique ne peut avoir des effets positifs sur l'emploi des populations en difficulté qu'à la condition de s'intégrer dans une stratégie qui articule étroitement l'économie et le social. » (Dawson et al.,1995:18)

Il s'agit, en passant par le quartier, de «redonner une fierté au monde» en misant sur le sentiment d'appartenance et ainsi contrer les éléments psychologiques liés à la pauvreté dont les intervenants ont largement parlé dans les *focus group*. Tous et toutes, peu importe le revenu ou la classe sociale, peuvent prendre part aux projets à l'intérieur de ce qu'on pourrait appeler un nouveau lieu de démocratie économique ou urbain. On doit considérer qu'il s'agit d'une solution durable à la pauvreté et à la ghettoïsation dans les quartiers où les populations plus défavorisées font sentir leur présence de manière importante et dont l'avenir est à toute fin pratique bloquée. En fait, souligne le groupe de recherche européen:

«Le développement (dans les quartiers en crise), ce n'est pas l'alignement sur la norme dominante, la standardisation des comportements, la reproduction des routines, c'est la capacité de jouer de la diversité des situations afin de saisir toutes les opportunités et de multiplier les occasions de les transformer en projets.» (Dawson et al.,1995:21)

Concrètement, nous considérons que ces quartiers existent dans l'agglomération de Jonquière et de Chicoutimi et peuvent être définis comme lieux d'appartenance pour des populations exclues ou en voie de l'être. Notre portrait statistique comme celui d'ÉCOBES montrent que la pauvreté est concentrée dans certains quartiers des deux municipalités parmi les plus anciens. Un travail de revitalisation de ces espaces est nécessaire.

Par ailleurs, cette approche repose également sur les forces présentes dans le milieu. Il s'agit bien sûr des résidents à nouveau ou davantage fiers de leur quartier mais aussi de certaines infrastructures. On pense, ici, aux cinq artères commerciales correspondant aux anciennes municipalités d'Arvida, Kénogami, Jonquière, Chicoutimi ou Chicoutimi-Nord, en déclin mais où certaines initiatives de revitalisation sont en cours. Il y a également un noyau de relance dans St-Paul et la présence importante de la Vieille Pulperie dont les activités pourraient être mieux intégrées à la vie du quartier environnant, l'existence d'entrepôts ou terrains industriels sous-utilisés dans St-Jean-Eudes, d'un patrimoine ouvrier urbain bien conservé mais sous-exploité dans Kénogami (rue Price), nombre de terrains vagues ou stationnements dans les deux centre-villes et propices à l'habitation mixte (et dont on a parlé dans les *focus groups*), etc. Les projets de développement à l'échelle des quartiers pauvres ne manquent pas et peuvent avoir un effet d'entraînement extrêmement important. Le potentiel pour «une stratégie qui articule étroitement l'économique et le social» existe dans les quartiers plus anciens. Il s'agit de s'organiser pour l'exploiter au profit des résidents plus défavorisés.

Approche thématique

De son côté, l'autre approche dite «thématique» renvoie à un projet d'intervention qui s'inscrit bien entendu sur un territoire mais qui se veut plus étendu. S'inspirant de la démarche du CRÉECQ, elle consiste à formuler des projets de développement s'adressant aux quartiers en crise en travaillant autour de certains thèmes. Le CRÉECQ, par exemple, a regroupé ses interventions autour des trois pôles suivants: le pôle "entreprises"; le pôle "formation et emploi" et le pôle "milieu" qui comprend l'habitation et l'entrepreneuriat communautaire (Comeau, 1998: 63). Par ailleurs, le groupe de travail sur les quartiers en crise a

réuni ses actions à l'échelle de l'Europe sous trois dénominations: développement économique, emploi et revitalisation; valorisation des ressources humaines et culturelles; restauration de l'habitat et projets urbains (Dawson et al., 1995:5).

On le voit, les formules prennent des visages différents selon les lieux. Le travail du groupe européen montre qu'il est même possible de marier les deux approches qui offrent des avantages importants. D'une part, elles permettent d'agir de manière multisectorielle sur un maximum de déterminants d'une situation de pauvreté donnée. Par exemple à Rotterdam, un projet de stationnement géré par les résidents d'un quartier défavorisé de la capitale économique néerlandaise a permis à la fois de sécuriser et de revitaliser l'espace environnant tout en créant quelques emplois locaux (Jacquier, 1995:32). D'autre part, l'approche thématique en particulier est susceptible de mieux intégrer la lutte à la pauvreté dans une stratégie globale de développement. C'est le cas notamment du CRÉECQ dont les préoccupations locales et sociales permettent d'atténuer les effets pervers d'investissements massifs de revitalisation dans les environs du quartier St-Roch à Québec et de réduire les risques de gentrification. Ainsi, la relocalisation de l'École nationale d'administration publique, boulevard Charest, a entraîné la création d'un hôtel de type coopératif à proximité avec qui le nouvel institut fera affaire. Pouvoirs publics, gouvernement du Québec et municipalité, s'associent étroitement à une entreprise du milieu dans cette initiative. Bien entendu, les réalités européenne et québécoise ne se comparent pas à celle d'une agglomération comme Chicoutimi et Jonquière. Toutefois, elles montrent qu'il est possible de lier un développement économique plus traditionnel et des initiatives issues du milieu impliquant des personnes défavorisées que l'on croyait, à tort, incapables de se prendre en main et à jamais exclues de la croissance.

Il faut retenir que l'approche thématique peut être développée à deux niveaux. Au niveau municipal, d'abord, de manière à définir les thèmes d'actions et par quartier, en second lieu, où il est plus facile de déterminer les priorités sectorielles.

4.2 Plan d'action

Notre étude aura donc montré un certain nombre de faits dont nous tenons compte dans l'élaboration du plan d'action suivant. Le présent travail a dressé le

portrait démontrant l'ampleur et la spécificité de la pauvreté dans l'agglomération. Il fait ressortir également à quel point les gens veulent agir même si les personnes impliquées dans le développement ne voient pas la pauvreté de la même manière. L'étude a souligné la difficulté pour les individus et les groupes d'interagir dans plusieurs cas. Enfin, il apparaît certain qu'il y a absence de concertation dans l'action. Le plan d'action que nous proposons vise à résoudre ces difficultés et à rendre le travail de développement plus efficace.

4.2.1 Tenir compte des structures existantes

Comme nous l'avons souligné plus haut, il existe déjà au niveau de l'agglomération un certain nombre d'actions visant le développement et la lutte à la pauvreté. Il faut aussi tenir compte de la manière avec laquelle le milieu aborde ce problème. Enfin, on sait avec assez de précision où se trouvent les concentrations de plus grande pauvreté sur le territoire et quel est le profil sectoriel de la pauvreté. Ce que nous proposons dans cette section, c'est une stratégie qui tienne compte des contraintes organisationnelles existantes, de la volonté des intervenants et de la situation globale de la pauvreté dans l'agglomération.

En premier lieu, au niveau organisationnel on doit d'abord tenir compte des actions gouvernementales dans le secteur de l'emploi et des services sociaux auxquelles une bonne partie de l'action communautaire est liée. L'organisation des services aux personnes plus défavorisées s'inscrit à l'intérieur des limites des deux municipalités. Il en va de même pour les deux commissariats industriels de chacune des municipalités, la SPEC et la SDJ, mais pour lesquelles la lutte à la pauvreté n'est pas familière. Toutefois, elles se sont vues depuis peu confier de nouvelles responsabilités en matière de développement de l'emploi notamment dans les secteurs du travail indépendant et de l'économie sociale.

Par ailleurs, il y a déjà à l'échelle de l'agglomération plusieurs lieux de concertation qui s'adressent aux personnes plus défavorisées ou spécifiquement aux sans-emploi. Tout d'abord, la réforme des services d'emploi et la création du ministère des Régions ont donné naissance aux deux Centres locaux d'emploi (CLE) de Chicoutimi et de Jonquière de même qu'à la création d'un Centre local de développement (CLD) sur le territoire de la MRC du Fjord avec points de

service dans les deux municipalités (et également à La Baie). Les sociétés de développement (SDJ et SPEC) seraient étroitement liées à ces points de service. Chacun regroupe déjà les partenaires et font office de lieu de concertation. Il existe également à Jonquière le Centre intégré multiressources en entrepreneuriat (CIME), qui se veut un guichet unique en entrepreneurship et tient lieu de table de concertation en la matière avec divers groupes, personnes ou institutions dont la commission scolaire et le CEGEP de Jonquière. Enfin, on retrouve sur le territoire de chacune des municipalités des corporations de développement communautaire (CDC) qui représentent des entités incontournables dans le domaine du développement économique et social surtout depuis qu'elles ont toutes deux conclu un accord de service avec les CLE locaux relatif à l'administration de programmes d'emploi.

En second lieu, les intervenants s'entendent sur deux points majeurs en ce qui concerne les solutions envisagées par le milieu pour lutter contre la pauvreté. D'une part, la concertation est le processus indispensable à la mise en œuvre de toute stratégie de développement. En effet, les *focus groups* montrent que les carences actuelles en matière de réduction de la pauvreté viennent de la difficulté à trouver un langage commun parmi les intervenants, ce qui nuit grandement aux actions de développement. Il existe, selon nous, une certaine méfiance entre groupes et secteurs découlant du fait que les objectifs poursuivis par ceux-ci ne sont pas les mêmes. On observe aussi chez les groupes et les organisations de nombreux préjugés qui rendent le dialogue plus difficile. Comme nous l'avons vu en introduction, les agences gouvernementales ne poursuivent pas du tout les mêmes objectifs en matière de lutte à la pauvreté que le secteur communautaire qui voit le problème d'une manière radicalement différente. Il y a tout un travail de mise à niveau et de discussion autour de la définition de la pauvreté dans l'agglomération.

D'autre part, il nous apparaît nécessaire d'harmoniser les diverses stratégies de lutte à la pauvreté qu'on peut réunir en quatre groupes: celle du gouvernement québécois (CLE et CLD); celle du gouvernement fédéral (DEC); celle du secteur communautaire avec des actions diversifiées mais liées à une même vision du problème; enfin, les stratégies des villes de qui relèvent l'urbanisme et le développement économique sur leur territoire. Ces stratégies sont plus formelles. Elles se distinguent des actions de nature uniquement caritative et des préoccupations visant à soulager la pauvreté et relevant du bilan social des

entreprises mais qu'on ne peut associer à du développement structuré. Cette mise à niveau et cette harmonisation des politiques correspondent ainsi à la volonté manifestée par les intervenants dans les *focus groups* d'agir à la fois au niveau local et dans un contexte plus global.

4.2.2 La démarche proposée

Quelle place la démarche que nous proposons prend-elle parmi les structures de développement existantes? Comment tenir compte de la volonté des intervenants qui ont bien voulu nous fournir des données précieuses sur la manière de penser la pauvreté et de lutter contre ce problème? Le cadre d'action que nous proposons tente de concilier les tendances présentées plus haut par une formule innovatrice et originale qui unit lutte à la pauvreté dans les quartiers, développement économique et intervention à l'échelle de l'agglomération.

Dans un premier temps, il est indispensable que les leaders de la communauté développent et partagent un même langage et une vision commune de la pauvreté dans l'agglomération. L'enquête pré-terrain et les *focus groups* ont montré à quel point les personnes préoccupées de pauvreté et de développement désiraient travailler ensemble mais tenaient des discours fort éloignés sur ces questions. Ce préalable nous apparaît une condition sine qua non à la recherche de solutions à la pauvreté et à la mise en oeuvre réussie de projets concrets de développement.

En second lieu, il faut pouvoir harmoniser les diverses stratégies de développement appliquées actuellement au niveau de l'agglomération en fonction de cette vision partagée de la pauvreté. Il s'agit d'identifier qui est le mieux placé pour agir et déterminer à quel niveau, quartier, ville ou agglomération, la mise en oeuvre d'une stratégie conjointe a le plus de chance de réussir.

Il est également nécessaire de définir la place que la concertation occupera dans l'organisation de la lutte à la pauvreté sur le territoire et notamment par rapport au CLD. On sait que l'une des responsabilités de cette nouvelle entité concerne justement l'entrepreneuriat, la création d'emplois et l'économie sociale. À notre connaissance, mis à part le CLD, il n'existe pas de lieu de concertation pouvant à la fois oeuvrer à des projets précis et concrets de développement et inscrire ces initiatives dans une démarche d'ensemble à l'échelle de l'agglomération.

Malheureusement, il semble que le CLD soit plus ou moins bien accueilli par le milieu qui s'interroge sur les possibilités de cette formule. Par ailleurs, on peut se demander si, de par sa structure et son mandat, qui couvre l'ensemble de la MRC du Fjord, il peut tenir ses promesses de développement à court terme. La question se pose particulièrement en ce qui concerne les populations plus défavorisées de la zone urbaine.

La création d'un lieu distinct de concertation et d'actions en matière de pauvreté permettrait justement de clarifier ces questions. L'une des formes de concertation et d'action envisagées pourrait correspondre à celle en usage à Québec avec le CRÉEQ et le CLD local. En plus de laisser une large place à l'autonomie du milieu au plan local, la formule fait que des projets concrets de développement soient conçus et mis en œuvre. Il est certain qu'une forme de collaboration avec le CLD du Fjord doit exister. Mais il est préférable, selon nous, que le cadre de la concertation soit plus large et aussi plus souple, du moins en ce qui concerne la lutte à la pauvreté.

C'est pourquoi nous recommandons que la phase 2 du projet puisse mettre en commun les diverses expertises des intervenants autour de thématiques ou de projets de développement. Nous proposons la mise en œuvre d'une formule de concertation dont le rôle consiste à harmoniser les visions et les stratégies. De plus, la démarche servirait à définir les thèmes d'intervention. En se fondant sur les résultats de l'enquête pré-terrain et des *focus groups*, les thématiques d'actions abordées dans le cadre de la concertation pourraient être les suivantes: micro-crédit et financement des projets; la formation et l'emploi; le système coopératif comme formule de développement; le recyclage; l'estime de soi et l'insertion sociale.

Par ailleurs, la formule devrait également conduire à l'identification de leaders (entreprises ou groupes) par quartier ou municipalité capables de s'engager dans des actions concrètes à l'intérieur des objectifs définis. La concertation proposée viserait, dans un premier temps, à définir une perspective commune de développement destinée aux personnes plus défavorisées, à d'abord s'entendre sur les concepts et la stratégie. Plus spécifiquement, les discussions permettraient avant tout de parler un même langage relativement à la pauvreté dans le but d'améliorer l'efficacité des interventions. Par la suite, ces mêmes personnes pourraient continuer de soutenir certains projets et d'en assurer le suivi

et l'évaluation. D'autres espaces de concertation plus localisés ou spécialisés pourraient être mis sur pied. Ils seraient responsables de la mise en œuvre des projets de développement de manière plus concrète mais en respectant la stratégie d'ensemble telle que définie à l'intérieur de la concertation élargie.

Comme l'a souligné Bill Ninacs, il suffirait qu'un nombre restreint de personnes disposées à partager leur «savoir-faire» et leur expertise soient réunies. Minimalement, nous suggérons que la concertation réunisse des intervenants reconnus à l'échelle de l'agglomération pour leur connaissance des questions de développement et provenant notamment, d'Emploi-Québec (CLE), de l'une ou l'autre des municipalités, du secteur privé et du secteur communautaire (CDC). D'autres personnes pourraient se joindre au groupe à titre d'experts.

À notre avis, toutes ces questions de partage des responsabilités et de détermination du lieu le plus efficace et le plus propice à la réussite des projets de développement doivent être débattues préalablement à toutes actions. Nous croyons que le cheminement de réflexion proposé dans ce cadre représente la meilleure façon de parvenir à des projets concrets de développement qui réussissent à terme et qui s'inscrivent dans une seule ou une stratégie principale de développement. Peu importe la thématique choisie, nous croyons que l'ensemble des réflexions et des actions doivent s'inscrire dans un plan d'ensemble à l'échelle de l'agglomération.

4.3 Recommandations

En résumé, nos recommandations au terme de cette recherche sont les suivantes:

- 1- que les diverses expertises soient mises en commun autour de thématiques ou de projets de développement;**
- 2- que les intervenants parviennent à parler un même langage, c'est-à-dire se respectent, acceptent l'autre et comprennent sa démarche d'action;**
- 3- que les intervenants parviennent à définir une vision commune de la pauvreté dans l'agglomération;**

- 4- que les diverses stratégies de développement appliquées actuellement au niveau de l'agglomération soient harmonisées en fonction de cette vision partagée de la pauvreté;
- 5- que ce cadre stratégique d'actions soit élaboré notamment à partir des résultats et des conclusions du présent rapport;
- 6- que les personnes les mieux placées pour agir soient identifiées;
- 7- qu'il soit déterminé à quel niveau, quartier, ville ou agglomération, la mise en œuvre d'une stratégie conjointe a le plus de chance de réussir;
- 8- qu'un lieu de concertation portant spécifiquement sur la lutte à la pauvreté, de préférence pour chacune des municipalités, soit mis sur pied;
- 9- que la place que le nouveau lieu de concertation occupera dans l'organisation de la lutte à la pauvreté sur le territoire et notamment par rapport au CLD soit définie;
- 10- que des projets concrets de développement soient conçus et mis en œuvre;
- 11- que par la concertation, le leadership issu du milieu soit valorisé;
- 12- que ces projets aient une couleur locale (municipalités, groupes ou quartiers) mais qu'ils s'inscrivent dans la stratégie d'ensemble déterminée dans le cadre de la concertation proposée;
- 13- que chaque groupe réunisse des intervenants reconnus à l'échelle de l'agglomération pour leur connaissance des questions de développement dont au moins une personne provenant d'Emploi-Québec (CLE), de l'une ou l'autre des municipalités, du secteur privé et du secteur communautaire (CDC). Le groupe peut s'adjoindre d'autres personnes à titre d'experts;
- 14- que des critères d'efficacité sociale et économique soient élaborés avec les intervenants de manière à ce que ces actions représentent les meilleurs choix pour la collectivité;
- 15- qu'un cadre permanent d'évaluation des actions soit élaboré et soumis aux intervenants.



CONCLUSION

Lorsque nous avons amorcé cette recherche, nous étions loin de nous douter de l'ampleur du phénomène de la pauvreté dans l'agglomération. Bien sûr, nous rencontrons des personnes pauvres dans le quotidien des choses. Mais ce travail d'investigation systématique aura montré la diversité des situations de pauvreté et une certaine indifférence de la société dans son ensemble face à ce problème. Il aura surtout révélé que sans l'action communautaire, la situation des personnes défavorisées serait encore plus dramatique et que la révision du rôle de l'État et la réduction des transferts font très mal aux collectivités défavorisées.

Ce travail, nous l'espérons, est une occasion pour les *décideurs* de prendre conscience d'un phénomène en transformation et en progression particulièrement à Chicoutimi et à Jonquière. Les indicateurs statistiques de bien-être ou d'activité sur le marché du travail sont au rouge depuis longtemps pour une bonne partie des résidents de ces deux villes. La pauvreté est localisée dans certains espaces. Elle semble profonde et tenace comme l'ont illustré les intervenants communautaires consultés dans le cadre de cette recherche. Et si la persistance et l'aggravation de la pauvreté, aux dires des intervenants, sont attribuables à la mondialisation et à la libéralisation de l'économie, nous pouvons affirmer qu'elle résulte également d'un manque d'efficacité des actions à tous les niveaux visant à la réduire ou à la contrer. Et c'est certainement à ce niveau, plus local, que l'ensemble des intervenants peuvent plus facilement agir.

Bien sûr, comme dans tout processus de concertation visant à définir une stratégie commune d'intervention, les différentes tendances se heurtent, les gens s'opposent, chacun tente de conserver ou d'accroître son pouvoir. Nous sommes bien conscients de ces difficultés. Il faut également reconnaître que les méfiances entre groupes et gouvernements, secteurs privé ou financier, sont largement présentes. Mais la démarche que nous proposons et qui doit conduire, nous l'espérons, à des actions partagées de développement, tient justement compte de ces équilibres à établir entre actions et entre intervenants. Car nous ne croyons pas, du moins si on se fie aux résultats de notre enquête, qu'il existe actuellement à l'échelle de l'agglomération un climat propice au développement

visant les personnes défavorisées. Sans vouloir froisser quiconque, soyons clair: ce sont les groupes communautaires qui portent pratiquement seuls la responsabilité de l'intervention face à la pauvreté. Et compte tenu des moyens mis à leur disposition, leurs actions indispensables ne peuvent être que palliatives et sont souvent sans lendemain.

Nous l'avons souligné tout au long de ce travail et le faisons à nouveau avec force, il n'existe pas de stratégie de développement unifiée visant à contrer la pauvreté dans l'agglomération. Des actions palliatives, oui, mais pas de développement intégré. Et l'imbroglie entourant l'arrivée du CLD et les multiples redéfinitions de rôles qu'elle suscite associé à des réductions de budgets gouvernementaux et à des initiatives mal adaptées n'améliorent pas les choses. Et que dire du quasi-désarroi des municipalités devant les nouvelles responsabilités qu'on leur confie face à la pauvreté! D'autres milieux sont parvenus à une grande efficacité dans l'action tout en ancrant profondément leurs stratégies avec le milieu comme l'ont montré Jacques Beudet et Bill Ninacs. Et le milieu d'ici est prêt à agir. L'intérêt porté à cette étude par les groupes et de nombreuses personnes le prouve sans équivoque. Il faut s'asseoir et revoir la stratégie d'ensemble. C'est ce que nous proposons dans le cadre de la phase 2 de ce projet de recherche et d'intervention à laquelle toute personne intéressée par le développement de l'agglomération est conviée.

BIBLIOGRAPHIE

AUDET, Luc et Alain LANGLOIS (1996), *La pauvreté au Québec: bref historique et situation actuelle: 1973-1993*, Québec, Ministère de la sécurité du revenu, Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 18 p.

BARBIER, René (1996), *La recherche action*, Paris, Anthropos, 112 p.

BERTHELOT, Jean-Michel (1996), *Les vertus de l'incertitude: le travail de l'analyse dans les sciences sociales*, Paris, Presses universitaires de France, 271 p.

BLANCHET, Alain (1987), *Les Techniques d'enquête en sciences sociales : observer, interviewer, questionner*, Paris, Dunod, 197 p.

CARREFOUR POUR LA RELANCE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI DU CENTRE DE QUÉBEC (CRÉECQ) (1993), *Stratégie d'intervention pour le développement économique et communautaire des quartiers centraux de Québec*, Québec, CRÉECQ, 69 p.

CASTONGUAY, Charles (1995), *L'indicateur de développement humain de l'ONU: le concept et son usage*, Économie: étude 5, Québec, Secrétariat à la restructuration, Ministère du Conseil exécutif, 68 p.

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE ET DE L'EMPLOI (1996), *Osons la solidarité ! Rapport du groupe de travail sur l'économie sociale*, Québec, Ministère du Conseil exécutif, 90 p.

COMEAU, Yvan (1998), *Monographie et évaluation du Carrefour de relance de l'économie et de l'emploi du centre de Québec (CRÉECQ) (1993-1998)*, Ste-Foy, Université Laval, 108 p.

————— (1997), *L'Insertion sociale par l'économie*, Montréal, Secrétariat du C.I.R.I.E.C, 199 p.

————— (1994), *L'analyse des données qualitatives*, Montréal, Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats, 31 p.

CONSEIL NATIONAL DU BIEN-ÊTRE SOCIAL (CNBS) (1998), *Profil de la pauvreté*, Rapport du Conseil national du bien-être social, Ottawa, Conseil national du bien-être social.

CONSEIL PERMANENT DE LA JEUNESSE ET ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES (1995), *Jeunes adultes et précarité: contraintes et alternatives : actes du colloque*, Québec, Ministère du conseil exécutif.

CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE (1997), *La participation comme stratégie de revouvement du développement social: document de réflexion*, Québec, Conseil de la santé et du bien-être, 119 p.

_____ (1996), *L'harmonisation des politiques de lutte contre l'exclusion: avis au ministre de la santé et des services sociaux*, Québec, Conseil de la santé et du bien-être, 1996, 79 p.

COTE, Charles, Daniel LAROUCHE, Huguette SAVARD (1996), *Le niveau d'emploi, la consommation de services et l'état de santé des populations: résumé de quelques constats de recherche*, Chicoutimi, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean, 22 p.

DAUNAIS, Jean-Pierre (1992), «L'entretien non directif», in *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, Benoît Gauthier, ed., Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 584 p.

DAUPHIN, Roma (1992), *Les implications de la mise en oeuvre de la souveraineté: les aspects économiques et les finances publiques*, Commission d'étude des questions afférentes à l'accession du Québec à la souveraineté (Commission Bélanger-Campeau), Québec, Exposés et études, vol. 3.

DAWSON, John, Rolf FROESSLER, Claude JACQUIER et Jaime Alberto PEREZ (1995), *Les approches intégrées de développement urbain*, Rapport de synthèse, troisième programme, Bruxelles, Quartiers en crise, 35 p.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Canada (1998), *Bulletin sur le marché du travail. Région du Saguenay-Lac-St-Jean*, Jonquière, Développement des ressources humaines Canada, novembre.

DUMAIS, Monique (1998), *Femmes et pauvreté*, Paris, Montréal, Médiaspaul, 138 p.

FAVREAU, Louis (1995), *Relancer l'emploi et l'économie des quartiers en difficulté de Buckingham, Gatineau et Hull par le développement économique*, Montréal, Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats, 114 p.

FERLAND, Marc, Michel PAGEAU et Robert CHOINIÈRE (1997), *La pauvreté au Québec: situation par région sociosanitaire et district de CLSC*, Québec, Ministère de la santé et des services sociaux, Direction générale de la planification et de l'évaluation, 57 p.

FINANCES CANADA (1994), *Programme emploi et croissance: un nouveau cadre de la politique économique*, Ottawa, Ministère des Finances du Canada, 99 p.

FONTAN, Jean-Marc et Eric SHRAGGE (1996), *Le parcours d'insertion: un outil transversal d'intervention*, Montréal, texte de conférence, ACFAS, 24 p.

_____, Benoît LÉVESQUE et Juan-Luis KLEIN (1995), *Systèmes locaux de production: conditions de mise en place et stratégie d'implantation pour le développement du Projet Angus: rapport synthèse*, Montréal, Université du Québec à Montréal, Service aux collectivités, 16 feuillets.

_____ (1991), *Les corporations de développement économique communautaire montréalaises: du développement économique communautaire au développement local de l'économie*, Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 585 p.

FORTIN, Pierre et Francine SÉGUIN (1996), *Pour un régime équitable axé sur l'emploi*. Rapport de deux membres du Comité externe de réforme de la Sécurité du revenu, Québec, Ministère de la Sécurité du revenu, 137 p.

FORTIN, Pierre (1991), «La question de l'emploi au Québec: la photo et le film», in *Éléments d'analyse économique pertinents à la révision du statut politique et constitutionnel du Québec*, Québec, Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, Document de travail no 1, chap. 4, pp. 167-243.

FREYNET, Marie-France (1995), *Les médiations du travail social : contre l'exclusion, reconstruire les liens*, Lyon : Chronique sociale, 300 p.

FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU) (1998), *Dossier noir. Logement et pauvreté au Québec*, Montréal, FRAPRU.

FUGÈRE, Denis et Pierre LANCTÔT (1985), *Méthodologie de détermination des seuils de revenu minimum au Québec*, Québec, Service des politiques et de la recherche en sécurité du revenu, Ministère de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu, 154 p.

GASCON, Stéphane, Pierre LEFÈBVRE et Philippe MERRIGAN (1997), *La pauvreté des enfants au Canada de 1973 à 1993 : tendances, facteurs et liens entre structure familiale et politique sociale*, Montréal : Université du Québec à Montréal.

GAUTHIER, Benoît, ed (1992), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 584 p.

GAUTHIER, Madeleine (1994), *La pauvreté chez les jeunes: précarité économique et fragilité sociale: un bilan*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 190 p.

GEOFFRION, P. (1997), «Le groupe de discussion», dans B. Gauthier (dir.) *Recherche sociale*, Sillery : PUQ, pp. 303-328.

GRAWITZ, Madeleine (1976), *Méthodes des sciences sociales*: Paris : Dalloz, 1050 p.

JACQUIER, Claude (1995), *Le développement économique, l'emploi et les approches intégrées de développement urbain*, Programme Quartiers en crise, Rapport du groupe 1, Grenoble, Centre de recherche sur les mutations territoriales et les politiques des villes, 40 p.

LACHANCE, Jean-Pierre (1998), *Évolution et perspectives de l'économie et du marché du travail: 1997 à 2000: Saguenay/Lac St-Jean*, Jonquière, Développement des ressources humaines Canada, 15 p.

LANCTÔT, Pierre et Claire ROUSSEAU (1995), *Profil des familles monoparentales, aptes au travail, à l'aide de dernier recours*, Québec, Ministère de la sécurité du revenu. Direction de la recherche, de l'évaluation et de la statistique, 27 p.

LAPPERIÈRE, Anne (1992), «L'observation directe», in *Recherche sociale: de la problématique à la collecte des données*, Benoît Gauthier, ed., Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec, 584 p.

LÉTOURNEAU, Jocelyn (1989), *Le coffre à outils du chercheur débutant. Guide d'initiation au travail intellectuel*, Toronto, Oxford U. Press, 227 p.

LEVESQUE, Benoît, (1995), *Repenser l'économie pour contrer l'exclusion sociale: de l'utopie à la nécessité*, Montréal, Collectif de recherche sur les innovations sociales dans les entreprises et les syndicats, 27 p.

MINISTÈRE QUÉBÉCOIS DES FINANCES (1984), *Livre blanc sur la fiscalité des particuliers*, Québec, Ministère des Finances.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU (1994), *La pauvreté au Québec: état de situation, problématique et stratégie de lutte à la pauvreté*. Rapport du Comité sur la stratégie de lutte à la pauvreté, Québec, Direction générale des politiques et des programmes, 338 p.

MORGAN, David L., Richard A. KRUEGER et Jean A. KING (1998), *The Focus group kit*, Beverly Hills, Sage Publications, 6 v.

NINACS, William (1998), *L'avenir du développement coopératif*, allocution prononcée dans le cadre du Forum coopératif organisé par le Centre coopératif de services en formation, Montréal, le 13 mars.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (OCDE) (1994), «Les nouvelles orientations de la politique sociale», in *Les nouvelles orientations de la politique sociale*. Études de politique sociale no 12, Paris, OCDE, pp. 9 à 20.

OUELLET, André (1994), *Processus de recherche. Une introduction à la méthodologie de la recherche*, Ste-Foy, PUQ, 276p.

PERRON, Michel, Laurent RICHARD et Suzanne VEILLETTE (1995), *Aires sociales et conditions de vie au Saguenay. Un outil de développement régional*, Jonquière, Groupe ÉCOBES, 96 p.

PROULX, Pierre-Paul et Alex BEAULIEU (1995), *Intégration économique et modèles d'association économique Québec-Canada*, Québec, Secrétariat à la restructuration. Ministère du conseil exécutif, 130 p.

RÉGIE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN (1998) *Répertoire des ressources en santé et services sociaux: région Saguenay-Lac-Saint-Jean: 1998-1999*, Chicoutimi: Régie Régionale de la santé et des services sociaux du Saguenay-Lac-St-Jean, 312 p.

ROSS, David P, Clarence LOCHHEAD et E. Richard SHILLINGTON (1994), *Données de base sur la pauvreté au Canada: 1994*, Ottawa, Conseil canadien de développement social, 168 p.

SIMARD, René et Chantal GIROUARD (1993), *Dites à tout le monde qu'on existe*, avis sur la pauvreté des jeunes, Québec, Conseil permanent de la jeunesse, 115 p.

STATISTIQUE CANADA (1998a), «Le Canada en statistiques. Caractéristiques de la population active selon les Régions métropolitaines de recensement 1997», *Le Quotidien*, 24 novembre.

_____ (1998b), «Recensement de 1996: sources de revenu, gains et revenu total, et revenu des familles», *Le Quotidien*, 12 mai.

_____ (1997a), *Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu 1996*, Division des enquête-ménages, Ottawa, Statistique Canada, 71p.

_____ (1997b), *Dictionnaire du recensement de 1996*, Ottawa : Statistique Canada, 490 p.

_____ (1997c), *Aperçu national. Recensement 1996*, Ottawa, Statistique Canada.

_____ (1996), *Révision des seuils de faible revenu*, Division du revenu et des dépenses des consommateurs. Section de la recherche et de l'analyse, Ottawa, Statistique Canada, 61 p.

ZUNIGA, Ricardo (1994), *Planifier et évaluer l'action sociale*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 225 p.



Annexe 1: ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

Abréviations et sigles

RMR	Région métropolitaine de recensement
SD	Secteur de dénombrement
CNBS	Conseil National du Bien-être Social
CCDS	Conseil Canadien de Développement Social
CLD	Centre local de développement
CLE	Centre local d'emploi

Définitions

Région métropolitaine de recensement

Concept s'appliquant à un grand noyau urbain ainsi qu'aux régions urbaines et rurales adjacentes dont le degré d'intégration économique et sociale avec ce noyau urbain est très élevé. Une RMR est délimitée à partir d'un noyau urbanisé lorsque ce dernier compte au moins 100 000 habitants, d'après les résultats du dernier recensement. On compte 25 RMR dans le Canada et 6 au Québec, dont la RMR de Chicoutimi-Jonquière, incluant ville de La Baie et certaines localités rurales environnantes.

Agglomération

Territoire des municipalités de Jonquière et de Chicoutimi

Secteur de dénombrement

Un secteur de dénombrement correspond à la région géographique dénombrée par un recenseur. Les SD doivent donc répondre à des critères établis par la division des opérations des enquêtes au fin de la collecte sur le terrain. Les limites des SD suivent, dans la mesure du possible, des traits physiques facilement reconnaissables (réseau routier, hydrographie).

Le SD constitue la plus petite unité géographique pour laquelle les données du recensement sont disponibles. C'est à partir du regroupement de secteurs de dénombrement que nous avons construit nos quartiers.

Famille de recensement

Couple actuellement marié ou couple vivant en union libre (avec ou sans enfants jamais mariés à la maison) ou parent seul demeurant avec au moins un fils ou une fille jamais marié. Sont membres d'une famille de recensement: les conjoints et conjointes (de sexe opposé), les partenaires en union libre (de sexe opposé), les parents seuls vivant avec au moins un enfant jamais marié (les familles monoparentales), les fils et les filles apparentés par le sang, par alliance ou par adoption qui ne se sont jamais mariés et qui vivent dans le même logement que leur(s) parent(s).

Ménages

Personne ou groupe de personnes (autre que des résidents étrangers) occupant un même logement et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada. Les données contenues dans ce rapport se rapportent aux ménages privés seulement, c'est-à-dire les ménages occupant un logement privé et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada.

Taux de familles monoparentales

Pourcentage des familles monoparentales (père ou mère sans conjoint ni partenaire en union libre, qui habite un logement avec au moins un de ses enfants n'ayant jamais été marié) par rapport aux familles de recensement.

$$\text{Taux de familles monoparentales} = \frac{\text{Familles monoparentales}}{\text{Familles de recensement}} \times 100$$

Taux de personnes vivant seules

Pourcentage des ménages non familiaux d'une personne seulement par rapport au Nombre total de personnes dans les ménages privés.

$$\text{Taux de personnes vivant seules} = \frac{\text{Ménages non familiaux d'une personnes seulement}}{\text{Nombre total de personnes dans les ménages privés}} \times 100$$

Taux de personnes âgées de 65 ans et plus

Pourcentage des personnes âgées de 65 ans et plus par rapport à la population totale.

$$\text{Taux de personnes âgées de 65 ans et plus} = \frac{\text{Personnes âgées de 65 ans et plus}}{\text{Population totale}} \times 100$$

Taux de personnes ayant déménagé (5 ans)

Pourcentage des personnes ayant déménagé au cours des 5 dernières années (celles qui, le jour du recensement, demeuraient à une autre adresse que celle où elles résidaient cinq ans plus tôt) par rapport à la population âgée de 5 ans et plus (à l'exclusion des pensionnaires d'un établissement institutionnel et des canadiens appartenant à un ménage à l'extérieur du Canada). Les personnes ayant déménagé incluent les non-migrants (les personnes ayant déménagé à l'intérieur la même municipalité) et les migrants (les personnes qui résidaient dans une autre municipalité ou à l'extérieur du Canada).

$$\text{Taux de personnes ayant déménagé} = \frac{\text{Personnes ayant déménagé (5 ans)}}{\text{Population âgée de 5 ans et plus}} \times 100$$

Taux d'activité

Pourcentage de la population active (personnes qui sont soit occupées, soit chômeuses) par rapport à la population âgée de 15 ans et plus, à l'exclusion des pensionnaires d'un établissement institutionnel.

$$\text{Taux d'activité} = \frac{\text{Population active totale}}{\text{Population âgée de 15 ans et plus}} \times 100$$

Rapport emploi-population

Pourcentage de la population active occupée (personnes ayant travaillé contre rémunération ou à son compte) par rapport à la population totale de 15 ans et plus, à l'exclusion des pensionnaires d'un établissement institutionnel.

$$\text{Rapport emploi-population} = \frac{\text{Personnes occupées}}{\text{Population âgée de 15 ans et plus}} \times 100$$

Taux de chômage

Pourcentage de la population active en chômage (qui cherchent un emploi, qui sont mis à pied temporairement, qui ont des arrangements clairs pour débiter un emploi dans les quatre semaines suivant le recensement) par rapport à la population active totale.

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Population active en chômage}}{\text{Population active totale}} \times 100$$

Taux de personnes ayant un niveau de scolarité inférieur à la 9^e année

Pourcentage de la population ayant un niveau de scolarité inférieur à la 9^e année par rapport à la population de 15 ans et plus.

$$\text{Taux de scolarité inférieur à la 9^e année} = \frac{\text{Population ayant moins qu'une 9^e année}}{\text{Population de 15 ans et plus}} \times 100$$

Revenu moyen (particuliers et ménages)

Revenu total agrégé (en espèces), reçu par les personnes âgées de 15 ans et plus ou les ménages durant l'année civile 1995, divisé par le nombre de personnes de 15 ans et plus ou les ménages. Le revenu total inclut le revenu d'emploi, les transferts gouvernementaux, le revenu de placements et les autres revenus.